

**Le journal
d'Arlette
Laguiller**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE
OUVRIÈRE
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2182 - 28 mai 2010 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

Austérité, attaque contre les retraites

**Les travailleurs
n'ont pas à payer
les dettes faites pour
sauver les banquiers**

Les images de la Fête



M 06189 - 2182 - F: 1,00 €



SOMMAIRE

Leur société

- p 4 ■ Offensive contre les retraites
 - Strauss-Kahn et les retraites
 - Manifestons le 27 mai!
- p 5 ■ Grèce: les attaques continuent, les grèves aussi
 - Roumanie: les fonctionnaires contre le plan d'austérité
- p 6 ■ Portugal: austérité, deuxième couche
 - Algérie: victoire de la grève des cheminots
- p 12 ■ Sport à l'école l'après-midi?
 - Électricité et gaz
 - Dégradation du réseau EDF
- p 13 ■ Les collectivités locales sous surveillance des agences de notation
 - Biens mafieux et système financier
 - Niches fiscales et cadeaux aux entreprises
 - Crédit agricole
- p 16 ■ Aides aux banques
 - Woerth et la démographie
 - Total et la raffinerie des Flandres
 - Le film « Hors-la-loi »
 - Des Taser pour les polices municipales?

La Fête de Lutte Ouvrière

- p 7 à 11 ■ Les interventions de Nathalie Arthaud
 - La fête en image

Dans les entreprises

- p 14 ■ Bassin houiller lorrain
 - Freescale
 - Ile de la Réunion: Le scandale de l'Arast
- p 15 ■ Hospices civils de Lyon
 - Métallurgie (Haute-Savoie)

• Santé

Un médecin condamné... parce qu'il traite trop bien ses malades

La Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) du Val-de-Marne veut sanctionner un médecin généraliste parce que... il permet à ses patients atteints d'affection de longue durée de se soigner correctement!

En effet le docteur Didier Poupardin, qui exerce à Vitry-sur-Seine en région parisienne, refuse le principe des ordonnances dites « bizonnes » réservées aux malades atteints d'affections de longue durée (ALD). Sur celles-ci, les médecins doivent distinguer dans leurs prescriptions les médicaments directement liés au traitement de l'ALD, et remboursés à 100 %, de ceux qui n'auraient pas de lien avec cette affection et ne sont alors remboursés qu'à 65, 35, voire 15 %. Le Dr Poupardin se refuse, comme il le dit, à « découper les personnes malades en tranches de pathologies à remboursement variable et modulable, ce qui est contraire à toute éthique médicale qui implique de soigner les patients dans le respect de leur personne et de leur intégrité », et il porte donc toutes ses prescriptions dans la zone qui permet le remboursement à 100 %.

Du coup, la CPAM lui a demandé de rembourser 2 612 euros, au prétexte

que ce serait le « préjudice » correspondant aux remboursements indûment versés aux 51 malades atteints d'ALD qu'il a soignés. Devant son refus de payer, elle le menace d'une amende qui pourrait atteindre plus de 5 000 euros selon la délibération du tribunal des affaires de Sécurité sociale. Finalement, l'audience qui devait avoir lieu le 20 mai dernier au palais de justice de Créteil a été repoussée au 9 septembre.

Près de 8 000 euros au total! C'est le prix que la Sécurité sociale voudrait donc faire payer à un médecin qui non seulement exerce selon des conceptions propres à l'éthique médicale, mais aussi permet à ceux qui n'en ont pas les moyens d'accéder aux médicaments dont ils ont besoin. Tout cela à l'heure où le nombre de ceux qui sont contraints à renoncer à se soigner ne cesse de croître, parce que le nombre de pauvres ne cesse d'augmenter.

Sophie GARGAN

Sur le site de Lutte Ouvrière

Retrouvez sur le site les moments que vous n'avez pas pu voir à notre Fête des 22, 23 et 24 mai:

- Les allocutions de Nathalie Arthaud sur le Grand podium

- La bande-son du forum de nos camarades de l'Organisation des travailleurs révolutionnaires: « Haïti après le tremblement de terre »

- La vidéo du débat LONPA, « La situation politique et les tâches qui en découlent »

- La vidéo du forum automobile « La dictature du profit et de la productivité, et les réactions qu'elle suscite »

- Les émissions avec Nathalie Arthaud avant et pendant la Fête: BFM-TV, RFI, I-Télé, France 2, France 3, TFI, et d'autres encore.

Et toujours: l'actualité commentée au jour le jour, l'agenda des caravanes de Lutte Ouvrière, Lutte Ouvrière en régions, les archives de la revue *Lutte de classe* et des Cercles Léon Trotsky.

29 mai au Mur des Fédérés à Paris

L'association des Amis de la Commune de Paris 1871 organise une commémoration de la Commune de Paris par une montée au Mur des Fédérés:

Samedi 29 mai à 14 h 30
Rendez-vous à l'entrée du

cimetière du Père-Lachaise
rue des Rondeaux à Paris 20e – Métro Gambetta
Lutte Ouvrière s'associe à cette manifestation

Tous renseignements sur:
www.commune1871.org

Cercle Léon Trotsky

Le prochain Cercle Léon Trotsky aura pour thème:

**À l'occasion de la coupe du monde de football,
Sport, capitalisme et nationalismes**

Vendredi 18 juin
à 20h30

Théâtre de la Mutualité
24, rue Saint-Victor à Paris 5e
(Métro: Maubert-Mutualité)

Participation aux frais: 3 euros

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 14 000 exemplaires. Impression: Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone: 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone: 01 48 10 86 20 - Télécopie: 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

**Lutte Ouvrière
l'hebdomadaire**

www.lutte-ouvriere-journal.org

**Lutte Ouvrière
multimédia
(télé, radio, CLT)**

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

**Lutte Ouvrière
audio**

(version parlée de nos textes)

www.lutte-ouvriere-audio.org

Adresser toute correspondance à:

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom:Prénom:

Adresse:

Code postal:Ville:

Ci-joint la somme de:

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal: CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination:	6 mois	1 an	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé: tarifs sur demande

Ce n'est pas aux travailleurs de payer les dettes que l'État a contractées pour sauver les banquiers

Il y a deux ans, lors de l'éclatement de la crise boursière, tous les dirigeants politiques prétendaient que sauver le système bancaire était une nécessité pour toute la société. Mais ce qu'ils voulaient, c'était sauver les banquiers qui étaient pourtant les principaux responsables du déclenchement de la crise. Aucun État n'a envisagé d'exproprier les banquiers et de mettre sous contrôle le système bancaire. Non, les États leur ont, au contraire, accordé des centaines de milliards, sans leur demander la moindre contrepartie et sans leur imposer la moindre obligation. Et sitôt « sauvés », les banquiers se sont remis à spéculer comme avant.

Pour sauver les banquiers, tous les États se sont endettés jusqu'au cou. Ils sont tous obligés d'emprunter toujours plus pour rembourser les échéances de leurs dettes antérieures. Et comme les sommes à payer aux banques croissent sans cesse, il leur faut diminuer les autres dépenses. Y compris et surtout les dépenses les plus indispensables à la population.

Le gouvernement français annonce d'ores et déjà qu'il compte réduire le RSA, les aides au logement ou les contrats aidés. Il veut faire des économies sur la Sécurité sociale, c'est-à-dire couper dans les dépenses de santé. Il veut bloquer les dotations de l'État aux collectivités locales. Et à cela s'ajoute l'attaque en cours contre les retraites.

On nous dit qu'une réforme est indispensable en raison de l'allongement de la durée de vie. C'est un mensonge grossier. La durée de vie a augmenté, mais bien moins que la productivité du travail.

S'il n'y a pas assez d'argent dans les caisses de retraite, c'est d'abord à cause du chômage, mais c'est surtout parce que c'est la classe capitaliste qui a empoché le fruit de l'accroissement de cette productivité. Alors, s'il n'y a pas assez d'argent dans les caisses de retraite, c'est dans celles des capitalistes qu'il faut reprendre ce qu'ils ont volé aux travailleurs !

La question des retraites fournit à la gauche, en ce moment, l'occasion de s'opposer, à fleurets mouchetés, à la droite au pouvoir. Mais ils sont d'accord sur l'essentiel. Ils présentent tous l'allongement de la durée de cotisation comme une nécessité. Mais avec le chômage qui frappe les anciens, cela signifie réduire les retraites.

Avec les derniers développements de la crise financière, c'est l'aggravation de l'endettement qui devient le

prétexte de toutes les mesures d'austérité imposées au monde du travail.

Les mêmes dirigeants, qui ont déversé des milliards sur les banques, se répandent aujourd'hui sur les ondes pour répéter que la dette est devenue insupportable. Mais ce ne sont pas les travailleurs qui ont vidé les caisses de l'État. Les milliards débloqués sont allés dans la poche des banquiers, des grands groupes capitalistes. Alors, c'est à eux de payer !

Face aux attaques dirigées contre eux, il faut que les exploités se défendent. Ils ne pourront pas le faire sur le terrain électoral.

À deux ans des élections présidentielle et législatives, toute la vie politique du pays tourne déjà autour des combinaisons en vue de ces élections. Mais espérer un changement par voie électorale a toujours été une duperie pour les travailleurs.

Même si la gauche, le Parti Socialiste en tête, devait l'emporter à la prochaine présidentielle, elle mènerait inévitablement la même politique d'austérité que la droite. Il n'y a qu'à voir comment, en Grèce et en Espagne, ce sont des gouvernements socialistes qui prennent les mesures d'austérité antiouvrières, et avec les félicitations de Strauss-Kahn, aujourd'hui patron du FMI, membre lui aussi du Parti Socialiste.

S'ils ne veulent pas se faire complètement écraser par le capital, les travailleurs devront se défendre avec leurs propres moyens, avec leurs propres armes de classe : les grèves, les manifestations de rue, une explosion sociale assez puissante pour que la classe capitaliste craigne pour ses profits, pour sa propriété, pour son pouvoir sur l'économie.

Et pour empêcher que, la peur passée, la classe capitaliste s'emploie à reprendre ce qu'elle aura dû lâcher, il faudra imposer le contrôle des travailleurs sur les comptes des entreprises et des banques. Sans ce contrôle, les patrons peuvent raconter n'importe quoi, affirmer qu'ils n'ont pas les moyens d'accorder satisfaction même aux revendications élémentaires. Eh bien, il faut que les travailleurs puissent vérifier leurs comptes, ce qu'ils gagnent, ce qu'ils dépensent, ce que touchent les actionnaires.

Il n'y a que comme cela que le monde du travail pourra arrêter la plongée vers la misère.

• « Journée de solidarité »

Du travail non-payé et détourné par l'État !

En 2004, suite aux 15 000 décès dus à la canicule et au manque de moyens dans les maisons de retraite, le gouvernement Raffarin a imposé à tous les salariés, et uniquement à eux, une journée de travail obligatoire non payée, initialement prévue le lundi de la Pentecôte. Il s'agissait en principe de financer des actions pour les personnes âgées et handicapées.

Mais, à l'occasion de ce lundi de Pentecôte 2010, on a pu apprendre par la presse qu'une partie des deux milliards que cette journée rapporte chaque année est détournée de ses objectifs par le gouvernement.

Le président de l'Association des directeurs au service des personnes âgées (ADPA), regroupant 2000 établissements, déclare qu'en cinq années deux milliards d'euros, sur les dix récoltés, n'ont pas été utilisés

pour l'objectif initial : la création d'emplois liés à l'accompagnement des personnes âgées. Certes, un milliard a servi à rénover des maisons de retraite, palliant l'absence d'autres sources de financement. Mais surtout l'autre milliard a directement été détourné vers les caisses de l'Assurance maladie et de l'État.

Ces détournements sont confirmés. En effet, suite aux protestations d'associations,

depuis janvier 2010 une mission de l'Assemblée nationale enquête sur l'utilisation de cet argent. Et d'ores et déjà la présidente PS de cette mission révèle d'importants dysfonctionnements dans la gestion de ces fonds par la Caisse nationale de solidarité autonomie. Une partie des crédits ne sont pas dépensés, malgré les besoins, et ils ne sont pas reportés d'une année sur l'autre. De plus, annuellement, le gouvernement y ponctionnerait discrètement

150 millions.

L'opacité sur ces détournements risque de se poursuivre, puisque l'enquête et les auditions de cette mission parlementaire se déroulent à huis clos, et qu'en plus des parlementaires rêvent d'imposer une seconde « journée de solidarité », en fait... pour que Sarkozy puisse honorer l'une de ses promesses électorales sur la dépendance.

Louis BASTILLE

Manifestons le 27 mai !



Face à la campagne sur le « problème » des retraites, qui renforce l'offensive gouvernementale contre les classes populaires, la journée de grève et de manifestations du 27 mai doit constituer une étape de la riposte indispensable.

Les organisations syndicales CGT, CFDT, CFTC, FSU, Unsa et Solidaires, ont appelé à cette journée trois semaines auparavant. Entre-temps, le gouvernement a continué d'avancer implacablement ses pions dans cette partie truquée qu'il joue, au service du monde des financiers et du grand patronat, contre le monde du travail. Les « sommets sociaux » et autres rencontres avec les dirigeants syndicaux ne sont que des mesures de diversion, destinées à gagner du temps et surtout à préparer l'opinion à l'inévitabilité des mauvais coups que Sarkozy, Fillon, Woerth ou les autres ont prévus.

Dans le calendrier fixé unilatéralement par le gouvernement, comme une marque supplémentaire de mépris, non seulement pour leurs interlocuteurs syndicaux, mais pour les dizaines de millions de gens qu'ils sont censés représenter dans les « rencontres », le « document d'orientation » sur les retraites a été publié il y a quelques jours. Il doit précéder la présentation du projet au Parlement, le 20 juin. Intercalées dans ce scénario viennent s'ajouter de nouvelles annonces d'attaques contre les travailleurs, les chômeurs et les retraités, présentées comme toujours comme « indispensables » et « urgentes » : récemment, c'était la pseudo-nécessité d'une réduction des dépenses publiques de 10 % d'ici à 2013. Et donc, l'affirmation de la poursuite des réductions de postes dans les services publics, de la décision de diminuer ou même

supprimer les dispositifs qui maintiennent à beaucoup la tête hors de l'eau.

C'est pour maintenir et même pour augmenter la part du profit, et surtout du profit spéculatif, que tous ces gouvernements, zélés gestionnaires du capitalisme, additionnent les plans d'austérité et autres attaques contre les retraites des salariés. Quant à leur prétention à réagir au coup par coup face à la crise, qui peut y croire ? Ni les millions de chômeurs, de travailleurs précaires et sous-payés, de salariés exténués par des conditions de travail dégradées, ni tous ceux, agriculteurs, pêcheurs, petits commerçants, qui peinent de plus en plus à vivre de leur travail !

Tous ceux qui s'interrogent, s'irritent et parfois s'indignent, à juste titre, de la pâleur des réactions des dirigeants confédéraux dans une situation où le monde du travail est durement attaqué, n'en doivent pas moins utiliser ces rendez-vous collectifs, 27 mai ou 15 juin, pour préparer, face à ces gouvernants qui se sentent les coudées franches, une réponse à la hauteur de leur arrogance.

Lutte Ouvrière appelle à se joindre aux manifestations contre les offensives patronales et gouvernementales, contre l'austérité et la prétendue réforme des retraites, pour le maintien de l'âge légal de départ à 60 ans et un retour aux 37 annuités et demie de cotisations.

Viviane LAFONT

**En région parisienne
Manifestation
le 27 mai à 14 heures
de Denfert-Rochereau
à la Bastille**

• Offensive patronale contre les retraites Le tir d'artillerie continue

Officiellement, le gouvernement n'a encore rien décidé quant à la soi-disant réforme des retraites. Pour l'instant, on serait toujours en période de « concertation ». En fait, chacun sait que le gouvernement compte repousser l'âge du départ en retraite et augmenter le nombre d'années de cotisations nécessaire pour avoir une retraite complète.

Seulement, avant de porter effectivement ce nouveau coup aux travailleurs, Sarkozy, ses ministres et, en fait, l'ensemble de l'opinion publique officielle tentent de les convaincre qu'il n'y a pas moyen de faire autrement. Cela dure depuis des mois et cela durera jusqu'à ce que la loi soit votée.

Ils répètent donc en boucle et les uns après les autres les mêmes « arguments » mensongers pour tenter de masquer

la vérité toute nue : le patronat exige de cotiser de moins en moins pour les retraites, car il veut garder pour lui seul la plus grande partie du produit du travail de tous.

La semaine du 25 mai, c'était donc le tour de Xavier Bertrand, dirigeant de l'UMP, de s'y mettre en conviant les journalistes à une « convention de l'UMP sur les retraites » et en leur débitant le discours standard. Il a notamment affirmé : « Relever l'âge de la retraite est inévitable », « il faut allonger progressivement la durée de cotisation », « la capitalisation ne doit pas être un tabou ». Bertrand ne donne aucun chiffre, mais les « sources proches du dossier » chères aux journalistes, c'est-à-dire le gouvernement lui-même, laissent entendre qu'il faudra aller jusqu'à 62 ans au moins et allonger la durée de cotisation d'un trimestre par an à partir de 2011 et jusqu'à 2020. Ce qui fait qu'un

salarié né en 1960 et ayant touché sa première paye à 20 ans devra travailler jusqu'à 62 ans et demi pour avoir une retraite complète. Si toutefois rien de pire n'est fait d'ici là !

Bertrand a quand même ajouté sa petite touche personnelle en déclarant : « Il faut avoir le courage de dire que les entreprises se séparent des salariés âgés parce qu'ils représentent un coût plus important. » Comment dire plus ouvertement que le patronat veut réduire les salaires et que le gouvernement fait tout ce qu'il peut pour l'y aider ?

C'est justement ce genre de phrase, ce genre de provocation ouverte à l'adresse des travailleurs, qui à un moment ou un autre déclenche leur colère. Et, des flots de discours sur la « nécessaire réforme des retraites », il ne restera pas plus de souvenir que de ceux, vieux d'un siècle, sur « l'impossibilité » des retraites.

Paul GALOIS

Noyer le poisson dans un déluge d'annonces et de démentis

Un curieux concert de multiples cassandres s'est encore élevé dans les médias pour enterrer l'âge légal de la retraite à 60 ans.

Le quotidien *Le Parisien*, dans un bandeau chapeautant sa une, prétendait le 21 mai que « La retraite à 60 ans, c'est terminé ». Après de précédentes et opportunes « fuites », *Le Monde* faisait état, le 22 mai, d'une information selon laquelle « l'âge légal de 60 ans devrait être remis en cause dès le 1^{er} janvier ». *Les Échos* annonçait à son tour que la « réforme » entrerait en vigueur dès 2011, puis *L'Express* que la durée de cotisation allait augmenter, précisant même jusqu'à 42 ans et un trimestre en... 2030. Et *le Journal du Dimanche*, titrant le 22 mai « Les jeux sont faits ? », maniait ainsi habilement le point d'interrogation pour dire la même chose...

Il était donc aisé au ministre du Travail, Éric Woerth, – qui « entend parfois dire que certains dés sont jetés, que le gouvernement a absolument tout décidé » – de jouer à démentir, tel Tartuffe, son collègue à l'Industrie qui s'était épanché au Grand Jury-RTL sur « l'âge de la retraite qui devrait dépasser les 60 ans ».

Autre exemple récent : un sondage publié le 25 mai par *Le Parisien* fait dire aux cadres interrogés qu'ils préfèrent à 63 % « retarder l'âge de la retraite »

plutôt qu'« effectuer des prélèvements fiscaux ou sociaux supplémentaires » ou encore... « augmenter les cotisations »... C'étaient les trois seules réponses possibles à la question quelque peu orientée : « Pour sauver le régime des retraites, faut-il... » !

Le démenti, c'est en masse, à des millions, que le monde du travail doit l'infliger à tous ces oiseaux de mauvais augure qui préparent obstinément le terrain aux offensives gouvernementales.

V. L.

• Strauss-Kahn et les retraites Vision à long terme pour politicien bien portant

Alors que Martine Aubry a fini, après un temps d'hésitation, par se prononcer pour le maintien de la retraite à 60 ans, son concurrent au PS, Strauss-Kahn, a lui choisi la position inverse. Il a en effet déclaré que la retraite à 60 ans n'est pas un « dogme », surtout « si on vit jusqu'à 100 ans ».

Passons sur le fait que le « on » qui peut espérer vivre jusqu'à 100 ans ne se trouve pas souvent parmi ceux qui n'ont pas les moyens de s'alimenter correctement ou qui s'épuisent dans des travaux durs. Passons aussi sur le fait que ce sont les gens qui ont la vie facile qui décident aussi que ceux qui travaillent devront le faire plus longtemps

et toucher des pensions diminuées. Après tout Strauss-Kahn ne s'est jamais illustré pour sa défense des intérêts ouvriers...

En fait, avec cette déclaration, ce candidat putatif du PS à la présidentielle de 2012 dévoile son programme de campagne. En fait d'alternative à Sarkozy, il affirme déjà qu'il fera la même politique que lui.

Cela lui permettra-t-il de gagner l'appui des dirigeants socialistes d'abord et de suffisamment d'électeurs ensuite ? Même si ce n'est pas cette fois-ci, il a toute la vie devant lui : jusqu'à 100 ans et plus...

P. G.

• Grèce

Les attaques continuent, les grèves aussi

Des dizaines de milliers de manifestants ont défilé à Athènes le 20 mai. Ils étaient entre 10 000 et 15 000 à Thessalonique et d'autres manifestations ont été importantes dans de grandes villes du pays.

Même si la participation a été, selon la presse, moins forte que le 5 mai, les grèves ont bloqué les services publics – transports terrestres et maritimes, Banque nationale et administrations – et les travailleurs d'entreprises privées ont participé à cette journée organisée par les deux centrales syndicales du public et du privé (GSEE et Adedy). La tendance syndicale proche du PC (Pame) a, comme d'habitude, manifesté à part. La manifestation des deux confédérations s'est terminée devant le Parlement aux cris de « *Bas les pattes devant l'assurance sociale* », « *l'austérité, ça suffit!* »

Le Parlement doit en effet voter le projet de loi proposé par le gouvernement sur la retraite et la Sécurité sociale. Dimanche 23 mai, la Commission européenne a demandé au gouvernement grec des mesures supplémentaires, et surtout leur application dès 2015 au lieu de 2018. En fait, le projet est déjà une des attaques les plus dures contre le niveau de vie des travailleurs.

Il faudra quarante annuités, au lieu de trente-sept, pour avoir une retraite complète, et chaque année en moins vaudra une pénalité de 6% sur la pension dès 2011. Sous la pression

de la « Troïka », comme les médias grecs appellent la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le FMI, il serait question de baisser les pensions des divorcés et des célibataires, de retarder le versement des pensions de réversion aux veuves après 50 ans.

Le système grec des retraites est très complexe, avec une multitude de caisses et d'aménagements. Des « simplifications » sont déjà prévues par le gouvernement ; on parle d'un regroupement en trois caisses, en supprimant des régimes spéciaux. En fait, tout vise à diminuer les pensions. Dès aujourd'hui, la suppression des treizième et quatorzième mois pour les retraités, qui serait plus ou moins modulée par des primes pour les travailleurs les plus modestes, a abouti à une diminution d'au moins 15% de leurs revenus. Deux tiers des retraités ne touchent déjà que 600 euros.

Pour faire croire qu'il ne s'attaque pas seulement aux salariés, le gouvernement a décidé de s'en prendre aux entreprises qui devraient à l'IKA, la caisse générale de Sécurité sociale, plus de 500 000 euros chacune. Il serait question de pratiquer des saisies... Comment ? Avec quels résultats, vu l'efficacité



Les manifestants devant le parlement grec.

avec laquelle les impôts rentrent dans les caisses ?

Les centrales syndicales ont appelé à une nouvelle journée de grève générale le 29 mai. D'après les sondages, plus de la moitié des Grecs se disent prêts à descendre dans la rue. Ils seraient autant à dire qu'un plan d'austérité est nécessaire mais un bon nombre de « sondés » ajoutent : « *Pour qui ?* ». Il faudrait en effet faire payer « *ceux qui se sont enrichis en volant l'argent public* », comme le disent les manifestants. Et pour cela, il faudra aller encore au-delà des grèves à répétition auxquelles se limite, jusqu'à présent, la tactique syndicale.

Sylvie MARECHAL

La « réforme » du Code du travail

Le ministre du Travail va commencer à consulter les syndicats à partir du 31 mai pour connaître leur point de vue sur les « réformes » prévues. Mais le gouvernement a déjà annoncé qu'il procéderait par décret et que tout devait être bouclé d'ici la fin de l'année.

Dans les grandes entreprises, en cas de licenciements collectifs, le nombre de licenciements autorisés augmenterait ; le recours à un arbitrage en cas de licenciement, jusque-là

obligatoire, ne pourrait avoir lieu si une des deux parties n'est pas d'accord. Les patrons sont donc tranquilles.

Enfin le gouvernement parle de créer officiellement un salaire-jeune, pour les moins de 25 ans qui travaillent pour la première fois, équivalent à 80% du smic qui est actuellement de 740 euros brut.

Voilà du « sur mesure » pour le patronat.

S.M.

• Roumanie

Contre le plan d'austérité imposé par le FMI les fonctionnaires manifestent

En Roumanie, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté à Bucarest le 19 mai, pour protester contre le plan d'austérité que le gouvernement s'apprête à appliquer, se pliant ainsi aux exigences du FMI.

C'est la plus importante manifestation que le pays ait connue depuis la chute du régime de Ceausescu il y a vingt ans, et les syndicats envisagent d'appeler à une grève générale le 31 mai.

La Roumanie a été touchée de plein fouet par la crise économique. En mars 2009, au bord de la faillite, elle avait reçu un prêt de 20 milliards d'euros provenant du FMI, de l'Union européenne et de la Banque mondiale. En contrepartie, le gouvernement s'était

engagé à prendre des mesures d'austérité, notamment en diminuant le nombre de fonctionnaires. Mais le FMI ne verse jamais globalement la somme promise et la Roumanie n'en a jusqu'à présent reçu que la moitié. Maintenant, pour qu'elle puisse toucher le reste de l'argent, le FMI exerce un chantage, lui demandant d'accentuer les mesures d'austérité afin de faire baisser le déficit public, et Strauss-Kahn en personne a transmis ces exigences en se rendant fin

avril dans le pays.

Le plan d'austérité prévoit le licenciement de 70 000 fonctionnaires et, dès le 1^{er} juin, une baisse des salaires de 25% dans la fonction publique. Les pensions et les allocations chômage baisseront de 15%. En outre, 150 hôpitaux devraient être fermés. Plus du tiers de la population dépend de la fonction publique, reste de l'organisation étatique de l'époque stalinienne. Les salaires y sont bas, dans les 350 euros mensuels, alors que les loyers varient entre 50 et 300 euros, que l'essence ou certains produits industriels sont au même prix qu'en Europe de

l'Ouest. Les retraites, quant à elles, sont misérables.

La perte brutale d'une partie importante des revenus va plonger la majorité de la population dans la pauvreté. Déjà, l'hiver dernier, l'instauration d'une taxe carbone au-delà d'une certaine consommation de carburants avait condamné les habitants les plus pauvres à subir le froid, dans un pays où la température peut descendre jusqu'à -30°. Avec le licenciement programmé de 70 000 fonctionnaires, le chômage va exploser : sur les 760 000 chômeurs recensés, 444 000 avaient perdu leur emploi en 2009, et les milieux patronaux prévoient un

demi-million de chômeurs supplémentaires pour cette année.

La population roumaine paie au prix fort les effets d'une crise qui a ruiné le pays et dont elle n'est pas responsable. Le FMI, qui ne consent à accorder des prêts à des pays qu'en échange d'une politique d'austérité frappant les milieux populaires, défend uniquement les milieux financiers qui veulent récupérer les intérêts de l'argent qu'ils prêtent – les mêmes qui sont à l'origine de la crise actuelle. Et leur porte-parole n'est autre que Strauss-Kahn, qui se prétend socialiste.

Marianne LAMIRAL

• Algérie

Victoire de la grève des cheminots

Dimanche 9 mai, en Algérie, les travailleurs de la SNTF (Société nationale de transport ferroviaire) entamaient une grève illimitée. Ce mouvement avait d'ailleurs été précédé quelques semaines auparavant d'une grève concernant les salaires des conducteurs de locomotives de la région d'Alger.

Le mécontentement à propos des hausses vertigineuses des prix et à propos du pouvoir d'achat a éclaté lorsque les cheminots ont appris qu'ils n'auraient aucune augmentation, alors que des conventions de branche touchant une vingtaine de secteurs économiques venaient d'être signées entre la confédération syndicale UGTA et les entreprises. Le taux moyen de l'augmentation des salaires, fixé par ces conventions, variait entre 20 et 23 %.

« La situation financière de l'entreprise ne peut pas faire face à d'éventuelles augmentations demandées par les travailleurs », déclarait un membre de la direction de la SNTF au début de la grève. Les grévistes, eux, exigeaient une augmentation. Ils invoquaient aussi l'application de l'article 52 de la convention collective, qui spécifie que le salaire de base ne peut être inférieur au salaire minimum. On apprenait que le salaire de base de certains cheminots ne dépassait pas 12 500 dinars, alors que le SNMG – salaire national minimum garanti, équivalent au smic – a été porté en décembre 2009 à 15 000 dinars (150 euros).

La grève majoritaire a entraîné au bout de quelques jours la quasi-totalité des 10 000 cheminots de la SNTF, paralysant complètement le réseau.

La direction a tout tenté pour casser le moral des grévistes, et a fait appel à la justice. Celle-ci, le 12 mai, déclarait la grève illégale et ordonnait « l'arrêt du mouvement de grève et la reprise immédiate du travail. » Cela n'a pas entamé la détermination des grévistes.

On ne peut pas dire non plus que les grévistes aient été soutenus par les instances de l'UGTA. L'un des responsables de la fédération des cheminots, Djamel Bichikhi, reconnaissait d'ailleurs son

impuissance à juguler le mouvement : « La direction sait pertinemment que la grève a été initiée par les travailleurs eux-mêmes, indépendamment de la volonté de leur hiérarchie syndicale. » En réalité, la grève a été initiée et organisée par des syndicalistes de base. Ceux-ci ont constitué une « cellule de crise » afin de coordonner le mouvement. Elle semble avoir joué un rôle dans la direction de la grève.

Samedi 15 mai, la fédération des cheminots, ainsi que Sidi Said, le secrétaire général de l'UGTA, appelaient à la reprise du travail, « en vue de favoriser la négociation dans la sérénité ». Le seul résultat de cet appel a été la colère des grévistes. Le lendemain dimanche, alors que ceux-ci entamaient leur deuxième semaine de grève plus déterminés que jamais, la direction acceptait des négociations, mais en exigeant au préalable la reprise du travail. Les grévistes refusèrent. Finalement, en fin d'après-midi, la direction céda. Un communiqué signé par la direction de la SNTF et par la fédération des cheminots annonçait des négociations sur la convention collective et sur la base de l'article 52. Cela signifiait que la direction s'engage à porter le salaire de base à 15 000 dinars, au minimum. Cela entraîne automatiquement une revalorisation de la grille des salaires, qui devrait représenter une augmentation d'au moins 20 % du salaire de base. Certaines indemnités calculées à partir de ce salaire de base devraient également augmenter.

Les grévistes ont alors décidé de reprendre le travail, et le trafic a repris à partir de lundi 17 mai. Les travailleurs restent méfiants et vigilants, et ont lancé un avertissement à la direction : ils ont annoncé qu'ils se remettraient en grève le 1^{er} juin si ses promesses ne se concrétisaient pas sur la feuille de paie.

Bruno COSTEL

• Portugal

Austérité, deuxième couche

Jeudi 13 mai, le gouvernement socialiste portugais a annoncé un nouveau train de mesures d'austérité, après celles du Plan de stabilité et de croissance adopté fin mars. Il veut réduire le déficit public de plus de deux milliards d'ici la fin de l'année, pour moitié en augmentant les recettes de l'État, pour moitié en réduisant les dépenses.

D'abord la TVA augmentera d'un point, ce qui portera à 21 % le taux ordinaire. Cela va se traduire par une hausse générale de tous les prix, alimentation comprise, comme vient de le préciser le syndicat de la boulangerie. En même temps l'impôt sur le revenu va augmenter : de 1 % jusqu'à 2 375 euros de revenu mensuel, de 1,5 au-dessus. Les seuls épargnés par la hausse seront les smicards,

mais la TVA ponctionne sans doute infiniment plus leurs 475 euros que l'impôt sur le revenu. Par ailleurs une taxe va frapper le crédit à la consommation.

Pour créer une impression de symétrie entre riches et pauvres, l'impôt sur les bénéfices

des sociétés va passer de 25 à 27,5 %, pour les profits au-dessus de 2 millions. Et sur proposition de la droite les salaires des hauts responsables d'entreprise et ceux des politiciens, députés, maires, ministres, devraient être réduits de 5 %. Mis à part ces hauts cadres politiques, les fonctionnaires ne subiront pas la baisse de salaire que le gouvernement avait un moment envisagée... du moins pour l'instant.

Les mesures d'économies, qui doivent atteindre un milliard, n'ont pas été précisées. Mais on sait déjà qu'il y aura moins d'argent pour les communes et les régions. Et il est probable que les services publics subiront un énième tour de vis.

Ce nouveau plan d'austérité prétend rassurer « les marchés » et contrer la spéculation qui s'attaque à la dette publique portugaise. Mais les « marchés », c'est-à-dire les banques qui spéculent à grande échelle, sont insatiables. En tout cas le gouvernement est soutenu par l'opposition de droite, le leader

du PSD affirmant que « le pays est en état d'urgence ». Le Premier ministre José Socrates appelle à un « effort patriotique » et affirme que son plan, qui n'est pas négociable, ne rencontrera pas d'opposition : « Les Portugais comprendront que l'effort est indispensable et juste. »

Ce n'est pas l'avis de nombreux travailleurs, dont le ni-

au Parti Communiste, appelle à manifester le 29 mai contre ces mesures « violentes pour les travailleurs ». Même l'UGT, la centrale syndicale proche du PS, déclare « inacceptable » la hausse de la TVA.

Au Portugal, les deux mois écoulés ont été marqués par de nombreuses grèves, principalement dans des services publics : Poste, chemins de fer et transports publics, et jusqu'aux salariés de l'Assemblée nationale. Les pilotes de la compagnie aérienne TAP ont finalement renoncé à se mettre en grève, mais de leur côté les camionneurs menaçaient de bloquer le pays, comme ils l'ont



Un service public de Lisbonne en grève contre l'austérité.

veau de vie est sapé par la hausse des prix, des impôts, et le blocage des salaires, quand ce n'est pas par la précarité et le chômage qui frappe 578 000 personnes. La CGTP, le syndicat lié

fait en juin 2008. Autant de luttes qui devraient s'unifier, car tous subissent les mêmes attaques du gouvernement et de la bourgeoisie.

Vincent GELAS

Au sommaire de LUTTE DE CLASSE n° 128 (mai-juin 2010)

• La crise dite de la « dette grecque » : l'économie au bord du volcan

• République d'Irlande :

La classe ouvrière entre crise et le « partenariat social » des appareils syndicaux

• France :

La droite après sa défaite aux élections régionales

La « réforme » des retraites : une politique visant à abaisser le niveau de vie des retraités au profit du patronat

• Italie :

La Mafia, l'État et l'économie capitaliste

Prix : 2 euros - Envoi contre cinq timbres à 0,56 euro

• Les 22, 23 et 24 mai

Succès pour la Fête de Lutte Ouvrière

Quelque 30 000 personnes sont venues au rendez-vous de la quarantième Fête de Lutte Ouvrière. Sous un soleil qui a répondu présent et assuré sa part de cette réussite, elles ont pu assister aux deux interventions politiques de notre camarade Nathalie Arthaud, dont on trouvera de larges extraits dans ces pages.

Au cours de la Fête, plusieurs débats ont marqué, comme celui consacré à la lutte des travailleurs de Continental et à la situation des travailleurs de l'automobile, et surtout celui sur la situation catastrophique engendrée par le tremblement de terre en Haïti. Les témoignages sur les difficultés rencontrées par la population ont frappé ceux qui y ont assisté.

Le Carrousel de la connaissance, consacré cette année à l'histoire de l'Afrique et au pillage éhonté exercé par les puissances impérialistes qui se la partagèrent sans vergogne, a également marqué les participants.

En tout cas, pendant trois jours, les raisons de s'amuser, de s'étonner, d'apprendre ou d'échanger des idées n'ont pas manqué, comme en témoignent les photos que l'on trouvera dans ces pages. Et cela aura été certainement un grand bol d'air et de fraternité pour tous ceux qui y ont participé.



• Nathalie Arthaud, dimanche 23 mai

Le monde capitaliste devient un asile de fous

Des Bourses qui jouent au yo-yo, qui s'envolent avant de retomber aussitôt. Des milliards qui s'évanouissent puis réapparaissent. Des États menacés de faillite. Des paniques boursières à la moindre rumeur. Des monnaies menacées. C'est une économie que personne ne maîtrise, pas même ceux qui en sont les bénéficiaires. Et surtout pas les dirigeants politiques, qui ne sont là que pour justifier ce qui se fait, c'est-à-dire ce qui est favorable aux intérêts du grand capital.

Cette agitation désordonnée de la finance se répercute à toute l'économie, parce que c'est la finance et les financiers qui dominent le monde. Et, surtout, ces milliards que les financiers jouent au casino de la spéculation viennent en dernier ressort de l'exploitation, des efforts, de la souffrance, du travail de centaines de millions d'êtres humains de par le monde!

On nous parle de « marchés financiers », comme s'il s'agissait d'une entité vague et mystérieuse. Mais il ne s'agit en fait que de l'activité de quelques dizaines de banques, parfaitement identifiées, dont les ramifications enserrant toute l'économie, toute la société à l'échelle de la planète. (...)

Les opérations financières, la spéculation ne sont pas le fait de quelques fonds spéculatifs spécialisés. Il ne suffirait pas de réglementer leurs activités ni de les couper de leurs bases arrière des paradis fiscaux, pour que le capitalisme puisse ronronner paisiblement. Tous les groupes capitalistes, même ceux dont l'essentiel des activités se déroule dans la sphère productive, consacrent une part croissante de leurs capitaux aux

opérations financières, c'est-à-dire à la spéculation.

Alors, ce qui se passe actuellement dans l'économie n'est pas le fait de telle ou telle catégorie de capitalistes. Ce n'est pas non plus le résultat d'une politique particulière, inspirée à la classe capitaliste par telle ou telle école d'économistes libéraux. Non, la crise actuelle est la crise du capitalisme lui-même, d'une organisation économique basée sur l'exploitation, imposée à la majorité de la société au nom de la propriété privée des usines, des banques, des moyens de production. Une économie régie par le marché aveugle, par la concurrence, dont le seul moteur est la recherche effrénée du profit.

Tous ceux qui, face aux dégâts gigantesques qu'entraîne la crise actuelle, nous parlent de réforme ou de régulation du capitalisme et donnent des recettes pour l'améliorer, sont au mieux de doux rêveurs. Mais, le plus souvent, ceux qui sortent ce genre d'âneries sont des ennemis de toutes les classes sociales qui souffrent de la crise.

Ce n'est pas la crise que nous vivons aujourd'hui qui fonde nos convictions communistes révolutionnaires, parce

que, même en temps normal, le capitalisme est une société injuste, qui aggrave les inégalités entre classes sociales et les inégalités entre pays. La conviction qu'il faut renverser cette organisation économique et sociale n'est pas basée sur des faits conjoncturels. Elle est basée sur ce constat que ce système économique constitue l'obstacle essentiel devant tout progrès véritable de l'humanité. (...)

Face à la crise actuelle, celle qu'on a appelée, en cette année 2010, d'abord « crise grecque », puis « crise de l'euro », on ressort les mêmes recettes : se porter au secours des banquiers avec l'argent public.

Il en est qui reprochent aux États et à leurs dirigeants de n'avoir rien appris de la crise de 2008.

Mais ce n'est pas que les dirigeants des États n'ont rien appris ! Ce n'est pas que tous leurs conseillers, sortis des écoles les plus huppées, n'ont rien compris ! C'est qu'ils sont tous au service de la bourgeoisie. C'est qu'ils ont tous été formés, dressés, pour rester sur le terrain du capitalisme. Leur unique préoccupation, dans toutes les situations difficiles, c'est comment sauver la mise aux capitalistes, comment sauver leurs profits, leur fortune, leur peau, quitte à ce que la société en crève, de leurs solutions !

Sarkozy vient d'annoncer qu'il compte inscrire dans la Constitution l'objectif de revenir à l'équilibre des finances publiques.

Ce n'est pas seulement symbolique, c'est risible : ce n'est pas la Constitution qui empêchera l'État de dépenser sans compter en faveur de la bourgeoisie. (...)

Retraites : en revenir à 37,5 annuités de cotisation pour tous !

Ce dont il s'agit depuis des années n'a rien à voir avec la justice. Mais cela tient de la volonté de tous les gouvernements successifs depuis Balladur d'allonger la durée de cotisation, ce qui, avec le chômage qui frappe les anciens, signifie réduire les retraites. C'est un des aspects de l'offensive du patronat contre le monde du travail.

Aussi, revendiquer l'annulation de toutes les mesures prises en matière de retraite depuis Balladur, revenir aux 37 ans et demi de cotisation, est ni plus ni moins de la légitime défense.

Que la gauche ne s'engage même pas sur cette exigence modeste est le signe qu'une fois au gouvernement, elle ne fera rien pour les travailleurs. (...)

Ce ne sont pas les ouvriers, ce ne sont pas les chômeurs, ce ne sont pas les retraités qui ont vidé les caisses de l'État. Les milliards qui ont été débloqués n'étaient pas pour eux. Les milliards, ils sont allés dans la poche des banquiers, des grands groupes, des capitalistes qui ont continué leurs affaires et qui ont d'ailleurs renoué avec les bénéficiaires.

Toute cette dette, elle a été fabriquée au profit de la classe riche. Les plus pauvres dans cette histoire-là n'y sont pour

rien. Ce n'est pas leur dette. Ils ne sont pas redevables. Alors, c'est à la classe riche de payer. Et qu'ils ne prétendent pas qu'ils ne peuvent pas payer ! Ce n'est pas vrai. Eux, ils ont de l'argent. Et ils en ont à revendre. À commencer par les banques, justement, qui en 2009 ont affiché les bénéfices les plus importants de tout le pays ! (...)

Ce n'est pas aux travailleurs de rembourser la dette contractée par l'État pour aider les capitalistes

Une des premières mesures du gouvernement né de la révolution prolétarienne d'octobre 1917 en Russie a été de supprimer la dette publique, c'est-à-dire de ne pas reconnaître les dettes contractées par le tsar et de refuser de les faire payer par les classes exploitées.

La bourgeoisie mondiale, ses créanciers n'ont jamais pardonné à la Russie soviétique ce crime de lèse-majesté envers les règles capitalistes. Mais voilà ce que peut imposer un État ouvrier !

Toutes les coteries politiques, gauche et droite confondues, répètent qu'il faut rembourser cette dette. Cela prouve qu'ils sont tous à plat ventre devant la classe capitaliste et qu'ils en sont les serviteurs, tous autant qu'ils sont, de plus fiers de l'être.

La crise économique elle-même comme le montant de la dette publique et la volonté de la bourgeoisie de les faire payer aux exploités se traduiront

suite p. 10

La Fête de Lutte Ouvrière en images

Le concours de la plus belle photo



Photos de ce 2 pages : LO

suite de la p. 7

inévitablement par une intensification de la lutte de classes. Pour le moment, elle est à sens unique. Seule la bourgeoisie, la classe capitaliste, la mène contre la classe ouvrière.

Nous sommes, nous les exploités, terriblement en retard. Sachons cependant que tout le contexte économique amènera le patronat, la bourgeoisie, à porter des coups de plus en plus durs aux travailleurs, à revenir en arrière sur ce que la gauche réformiste appelle « les acquis » mais qui, dans la société capitaliste, ne sont jamais définitifs. Il leur faut de l'argent : ils le prendront sur les exploités sous toutes les formes imaginables, et même celles qu'on n'imagine pas aujourd'hui.

Seule la lutte peut changer le sort des travailleurs, pas le bulletin de vote

Il faudra que les exploités se défendent. Ils ne pourront pas se défendre sur le terrain électoral. C'est pourtant sur ce terrain que le Parti Socialiste et ses acolytes réformistes, comme le Parti Communiste, le Parti de Gauche, essaieront de les amener. (...)

Espérer un changement par voie électorale a toujours été et est toujours une duperie pour les travailleurs. Les résultats d'une élection n'ont jamais changé le rapport de forces entre les exploités et les exploités. Voilà pourquoi il n'est pas question pour nous de participer aujourd'hui ni demain à des combinaisons électorales. (...)

Le Parti Socialiste, tous ses dirigeants, toute sa hiérarchie, tout son appareil sont dévoués corps et âme à la bourgeoisie. Ils peuvent, dans l'opposition, promettre quelques mesures différentes de celles que prendra la droite. Mais, même s'ils



le font, ce n'est que pour pouvoir en prendre d'autres, plus dures peut-être. Leur principal argument de vente vis-à-vis de la bourgeoisie est de pouvoir faire passer plus facilement la pilule auprès des masses populaires. (...)

C'est pourquoi aussi nous continuerons à mettre en avant des objectifs de lutte qui amènent les travailleurs à la conscience qu'il faut mettre en cause les fondements mêmes de la société capitaliste.

Devant la catastrophe sociale qu'est le chômage, nous continuerons à mettre en avant l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous, pour maintenir et créer des emplois.

L'endettement des États entraîne inévitablement une inflation. Elle est déjà là, même si, pour le moment, elle ne prend pas de formes aussi visibles que dans les années 1970. Pour accroître le pouvoir d'achat des travailleurs, il faudra imposer des augmentations de salaire conséquentes. Et il faudra surtout protéger cela, en imposant que les salaires augmentent automatiquement à chaque augmentation de prix. C'est cela qu'on appelle l'échelle mobile des salaires.

Et nous continuerons à défendre un objectif plus général – qui est la condition même de tous les autres – qui est

d'imposer le contrôle des travailleurs et de la population sur les comptes des entreprises et des banques. (...)

Quant aux banques justement, après ce qui s'est passé au cours des dernières années et qui a montré leur irresponsabilité à l'égard de la société, le seul objectif juste, c'est d'imposer l'expropriation des banquiers, le regroupement de toutes les banques en une banque unique fonctionnant sous le contrôle de la population.

C'est au travers des luttes pour ces revendications que les masses exploitées ont une chance d'accéder collectivement à la conscience que le succès de telle ou telle revendication partielle n'est pas tout, que le patronat peut toujours revenir en arrière sur une augmentation de salaire ou une diminution du temps de travail. Tant que la bourgeoisie conserve sa domination sur l'économie et tant que c'est son État qui gouverne, toute concession faite sous la pression de travailleurs en lutte sera provisoire et ne durera que le temps qu'il faut aux capitalistes pour se sentir en position de force pour tout remettre en cause. (...)

Les travailleurs doivent mettre en cause le fonctionnement de l'économie capitaliste

Personne ne peut dire aujourd'hui quelle sera la mesure

de trop qui déclenchera l'explosion sociale. Mais les mesures injustes, infâmes qui s'accumulent avec l'aggravation de la crise, finiront pas dépasser la masse critique.

Vous savez, c'est après la prise de la Bastille, voire après la décapitation de Louis XVI, qu'on a pu déceler rétroactivement tous les signes qui montraient que la révolte couvait. Personne n'avait rien vu avant qu'elle n'explode à la figure de la classe dominante de l'époque. En 1788, le roi, la reine, comme toute la noblesse pomponnée de Versailles, pouvaient croire que leur règne était éternel, et les philosophes de l'époque pouvaient déplorer que la population écrasée, opprimée, accepte les coups sans réagir.

Alors oui, même si rien n'annonce aujourd'hui l'explosion sociale et, à plus forte raison, la révolution qui détruira le capitalisme, nous mettons en avant en cette période de crise le programme communiste que nous sommes les seuls à défendre.

Les exploités de ce pays ont besoin d'un parti qui représente leurs intérêts et qui ait la volonté d'éclairer les travailleurs de ce point de vue. (...)

Un véritable parti communiste révolutionnaire a pour raison d'être de permettre à la classe ouvrière de disputer le pouvoir à la bourgeoisie.

Mais par là même, c'est un tel parti qui peut rendre les plus efficaces possible les luttes des travailleurs, celles de tous les jours comme celles que nécessite l'offensive actuelle de la bourgeoisie.

Ces mots « communisme » et « communiste » ont été dévoyés, pervertis dans le passé par les régimes staliniens en Russie et ailleurs ; comme par la politique de ce parti qui ici, en France, se dit encore communiste mais qui n'a plus rien à voir avec le communisme, si ce n'est par ses origines lointaines.

Nous sommes les seuls aujourd'hui à redonner à ce mot « communisme » son sens premier, c'est-à-dire l'émancipation de la société par l'émancipation de la classe ouvrière. La condition première en est l'expropriation de la bourgeoisie, la prise en main des moyens de production par la collectivité démocratiquement organisée qui mettra en place la planification de l'économie, en fonction non pas du profit de quelques-uns mais des besoins de tous.

Alors, camarades, la période qui nous attend sera une période dure, avant tout parce qu'elle sera dure pour tous les exploités. Mais ce sont des périodes comme cela qui forment, qui éduquent politiquement les classes exploitées.

C'est à des périodes comme cela qu'elles peuvent accéder à la conscience qu'elles n'ont rien à attendre de la société actuelle, ni de l'État actuel, quel que soit le gouvernement qui le dirige.

Encore faut-il des militants communistes pour les éclairer et pour leur offrir des perspectives, pas la perspective dérisoire d'un changement de président ou de gouvernement, qui ne change rien à leur condition, mais la perspective du renversement de l'ordre social établi.

• Nathalie Arthaud, lundi 24 mai

Seule la classe ouvrière peut changer le monde

En cette troisième journée de fête, (...) nous tenons à réaffirmer qu'être communiste, c'est être internationaliste. Notre internationalisme n'est pas fondé sur de simples sentiments de solidarité, mais sur le constat que, l'économie mondiale formant un tout, l'humanité ne pourra se débarrasser de l'organisation capitaliste de l'économie qu'à l'échelle du monde. (...)

Les progrès dans les techniques de la communication, de l'informatique, sont formidables. Ils permettront des miracles pour l'humanité de demain, débarrassée de l'exploitation. Mais, pour le moment, ils permettent surtout de transmettre instantanément les ordres d'achat et de vente

d'actions en Bourse.

On disait naguère de l'empire de Charles Quint que le soleil ne s'y couchait jamais. Eh bien, aujourd'hui, on peut dire que la spéculation ne s'arrête jamais car, de Tokyo à la côte ouest de l'Amérique, il y a toujours quelque part une Bourse ouverte.

La crise économique a déjà provoqué des dégâts un peu partout sur la planète. Faut-il rappeler qu'une de ses premières phases a été la crise alimentaire ? La spéculation qui s'est jetée massivement, en un moment donné, sur les produits alimentaires de base, le blé, le riz, en en faisant grimper les prix, a ainsi condamné à la famine des centaines de millions d'enfants, de femmes et d'hommes qui, déjà en temps ordinaire, ne mangent pas à leur faim !

Les travailleurs n'ont rien à gagner à un éclatement de l'euro

Dans un tout autre domaine, la crise est en train de faire de nouvelles victimes : l'Union européenne et l'euro. (...)

Contrairement aux stupidités véhiculées par des nationalistes de tout acabit, l'unification des différents pays d'Europe est une nécessité. Mais ce qui se passe en ce moment illustre à quel point la bourgeoisie est une classe trop réactionnaire pour être capable

de réaliser une véritable unité de l'Europe. Elle n'a su créer que le Marché commun.

Même une monnaie unique, condition indispensable pour un marché un tant soit peu unifié, n'a été réalisée que dans une zone restreinte, dont ne fait même pas partie une des principales puissances économiques de la région, le Royaume-Uni. (...)

Derrière l'euro, il n'y a pas un État unifié, avec une politique économique et fiscale unique. Il n'a pas été difficile pour les spéculateurs de jouer les États les uns contre les

autres, ou plus exactement de parier sur les uns et contre les autres. (...)

Les travailleurs n'ont rien à gagner à un éclatement de l'euro. Ce serait un recul. Un choix fait par les différentes bourgeoisies d'Europe, en particulier les plus puissantes, de se réfugier derrière leurs frontières, leur monnaie, leur richesse. Ce serait le retour du protectionnisme et un facteur d'aggravation de la crise. (...)

Les bourgeoisies allemande et française sont intervenues non pas pour « sauver la Grèce » mais pour sauver les intérêts de leurs banquiers. Elles ne laissent aux dirigeants de l'État grec que la liberté d'obéir aux mesures qu'elles leur imposent. Et les dirigeants grecs, tout socialistes qu'ils soient, sont des victimes d'autant plus consentantes des diktats de Berlin et de Paris que les mesures d'austérité imposées aux classes populaires en Grèce correspondent également aux intérêts de la bourgeoisie grecque.

Partout en Europe, la seule solution proposée pour rétablir ce que les dirigeants appellent la « confiance des marchés financiers » a été de s'engager dans des mesures d'austérité frappant la majorité de la population. (...)

Les réactions de colère viendront inévitablement

Pour désamorcer les réactions des travailleurs contre les mesures d'austérité, pour les empêcher de devenir explosives, la bourgeoisie comptera sur les illusions propagées par les grands partis. La bourgeoisie comptera aussi sur les appareils syndicaux, sur leur capacité à canaliser les luttes pour les réduire à de simples manifestations de force, destinées à favoriser les négociations entre gouvernement et directions syndicales. Mais, parallèlement à cela, la bourgeoisie recourra, et recourt déjà, à de vieilles ficelles pour affaiblir le monde du travail en essayant de dresser les uns contre les autres ses différentes composantes.

(...) Une des façons les plus abjectes de dresser une catégorie de travailleurs contre une autre est de le faire en fonction de la nationalité ou des origines. C'est le jeu traditionnel de l'extrême droite, mais qui s'appuie sur des préjugés largement propagés par d'autres forces politiques de la bourgeoisie, y compris à gauche. Tout cela affaiblit le monde du travail et le rend moins conscient de ses intérêts de classe.

Voilà pourquoi être du côté des travailleurs immigrés est pour nous plus qu'une question de solidarité. Par-delà les origines et la nationalité, la classe ouvrière constitue une seule et

même classe sociale, qui ne peut changer le rapport de forces en sa faveur dans la société, dans l'économie capitaliste, qu'à condition de mettre en avant ses intérêts de classe. C'est forts de cette conviction que nous revendiquons aussi la régularisation de tous les sans-papiers.

Les politiques d'austérité, en s'aggravant, toucheront inévitablement différentes catégories de la petite bourgeoisie. (...) Sauront-elles se battre contre les véritables responsables de leur malheur : la grande bourgeoisie et l'économie capitaliste ? C'est la question décisive pour l'avenir. Parce que, si la bourgeoisie se sent menacée, elle cherchera à dresser les uns contre les autres les diverses catégories populaires victimes de son économie. (...)

Dans les pays de l'Est de

tous les préjugés qui prétendent rendre un autre peuple responsable des malheurs causés par la bourgeoisie, par la crise de son économie. (...)

Des classes possédantes prêtes à tout pour garder leurs privilèges...

Lorsque la bourgeoisie est aux abois devant les dégâts de sa propre économie en crise, lorsqu'une fois son peuple brisé elle se sent en capacité d'élargir son marché par la conquête militaire, elle n'hésite pas devant les pires politiques, même celles qui conduisent à la barbarie.

Il existe un peu partout dans le monde des foyers de tension. L'oppression du peuple palestinien par l'État d'Israël soutenu et armé par l'Occident contribue, depuis soixante ans, à faire de tout le Moyen-Orient une poudrière. (...)



l'Europe, les choses vont déjà plus loin, avec la montée de l'extrême droite, sa propagande haineuse contre les nations voisines ou les minorités nationales, à commencer par les Roms.

L'histoire chaotique de cette région, les affrontements du passé entre populations souvent entremêlées et, plus encore, les interventions des grandes puissances impérialistes dans la vie de ces nations ont laissé une multitude de contentieux et de territoires disputés. Il est facile pour l'extrême droite de sortir des poubelles de l'histoire des revendications territoriales susceptibles de monter les populations les uns contre les autres.

(...) Rappelons-nous avec quelle rapidité la démagogie nationaliste des dirigeants a conduit, dans cet ex-pays européen qu'était la Yougoslavie, à des affrontements entre peuples aussi sanglants que stériles. Alors, il est vital pour l'avenir de prendre le contre-pied de toute propagande destinée à opposer les peuples les uns aux autres. Et cela commence par

Combien de guerres dites ethniques en Afrique, derrière lesquelles il y a les rivalités entre entreprises capitalistes d'Europe ou d'Amérique pour piller les richesses minières ? (...)

L'Afrique continue à être vidée de son sang comme au temps des colonies. C'est cette réalité que défendent les troupes françaises en Côte d'Ivoire, au Tchad, à Djibouti ou ailleurs. La revendication de retrait des troupes françaises du continent africain est une revendication de solidarité élémentaire. Mais seule la destruction de l'impérialisme peut sauver l'Afrique d'un développement permanent de son sous-développement. Il va de soi, aussi, que les troupes françaises n'ont rien à faire en Afghanistan.

Beaucoup de ces zones de tension, beaucoup de ces conflits pourraient devenir le point de départ d'une guerre généralisée. « *Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage* », disait en son temps Jaurès. Cela reste toujours vrai, surtout en période de crise. (...)

... mais la révolution peut les renverser

Le prolétariat est aujourd'hui invisible sur la scène politique. Ne s'agit-il sur cette scène que des pantins dont la bourgeoisie et le grand capital tirent les ficelles. Mais les révolutions s'annoncent rarement à l'avance.

Ce sont les révolutions qui ont permis à la société de se débarrasser des tyrans ou des classes privilégiées qui se croyaient éternels. Ce sont elles qui ont permis à l'humanité de progresser.

Et, pour sombres qu'aient été les dix années qui ont suivi le début de la crise de 1929, et plus sombres encore les six années suivantes, avec les horreurs de la Deuxième Guerre mondiale, il faut se rappeler aussi qu'elle a entraîné des mobilisations ouvrières d'une ampleur exceptionnelle dans un grand nombre de pays. Et si, finalement, la bourgeoisie a pu reprendre la main, la responsabilité n'en revient pas aux masses elles-mêmes, mais à leurs directions incapables ou traîtres.

Alors oui, j'ai la conviction que les masses exploitées attaquées par une bourgeoisie avide, soumises à la pression de plus en plus insupportable du grand patronat et de son État, réagiront. Tout dépendra alors de la capacité du prolétariat de faire surgir des partis communistes révolutionnaires à la hauteur des tâches, capables de contribuer à ce que la crise sociale se transforme en révolution consciente visant la transformation de la société.

Nous ne savons pas dans quelles circonstances ces partis surgiront et quels seront les premiers pays où ils deviendront assez influents pour peser sur la vie politique. Mais nous savons que cela est nécessaire. Même de petites organisations qui se fixent cela comme objectif représentent un espoir et un gage pour l'avenir. C'est pourquoi je souhaite bon courage aux organisations qui se revendiquent du communisme révolutionnaire, quel que soit le pays où elles militent ! Et ce que je leur souhaite, comme pour nous-mêmes, c'est de résister à la pression du cours réactionnaire des choses, de ne pas se décourager, de ne pas mettre leurs idées communistes révolutionnaires de côté en attendant des jours meilleurs. (...)

Je leur dis aussi de ne pas chercher des raccourcis, c'est-à-dire de ne pas chercher d'autres moyens pour changer l'ordre social actuel que la force collective de la classe ouvrière. Chercher des raccourcis se traduit inévitablement par l'abandon de la propagation des idées

communistes révolutionnaires au sein de la seule classe sociale capable de faire de ces idéaux une réalité : la classe ouvrière.

Marx disait en son temps que les idées deviennent une force lorsque les masses s'en emparent. Pour que de larges masses puissent s'emparer des idées communistes, il faut des circonstances particulières qui mettent en mouvement des centaines de milliers, des millions d'hommes, et qui les poussent à défendre leurs intérêts de classe, à s'intéresser à l'avenir de la société, à se sentir concernés, à vouloir en être, à cesser d'être les spectateurs de la vie politique pour en devenir les acteurs. Ce sont ces périodes-là qu'on appelle des périodes révolutionnaires.

Les révolutionnaires doivent agir au cœur du monde du travail

Pour que les masses exploitées puissent s'emparer des idées communistes révolutionnaires, il faut qu'il y ait dans leurs rangs des militants, des femmes, des hommes par lesquels ces idées puissent passer.

Voilà pourquoi il est vital que cette minorité de communistes révolutionnaires existe au sein de la classe ouvrière, dans les entreprises, dans les quartiers populaires. Il faut que ces militants soient regroupés dans un parti dont l'activité ne consiste pas seulement à répéter son espoir dans le changement social futur, dans un avenir communiste.

(...) Il faut qu'ils participent aux luttes des travailleurs avec la volonté de renforcer l'efficacité de chaque lutte, mais aussi avec la volonté d'agir pour que chaque grève, chaque réaction de travailleurs (...) se traduise par un progrès de leur conscience politique.

La transformation sociale ne résultera pas de quelques lois, de quelques décrets décidés d'en haut, mais de l'activité révolutionnaire des masses elles-mêmes, c'est-à-dire de millions de femmes et d'hommes décidés à prendre en main la destinée collective de leur classe et de toute la société.

Eh bien, camarades, aussi importante que soit la différence entre la graine et l'arbre adulte, chaque graine porte les potentialités de l'arbre futur. Voilà pourquoi les organisations qui se revendiquent du communisme révolutionnaire représentent une part de l'espoir de l'avenir de l'humanité ! Mais il faut que la graine trouve un terreau nourrissant dans la classe sociale qui peut donner aux idées communistes révolutionnaires la force nécessaire pour changer le monde.

• Sport à l'école les après-midi

Avec quels équipements et quels enseignants ?

Le ministre de l'Éducation nationale Luc Chatel a annoncé le 25 mai qu'il voulait « développer la pratique sportive à l'école, en réorganisant le rythme scolaire : les cours le matin et le sport l'après-midi. Pour la prochaine rentrée, ce nouvel emploi du temps sera expérimenté dans une centaine de collèges ou lycées, à raison de une à trois classes par établissement, parmi ceux disposant des équipements nécessaires ». Il aurait pu ajouter : à condition aussi qu'il y ait les enseignants nécessaires ! Car, excepté dans quelques établissements bien dotés de centre-ville, le sport fait figure de parent pauvre dans la plupart des lycées et collèges, surtout dans ceux des banlieues populaires.

Très peu d'établissements sont pourvus d'un gymnase ou d'un espace extérieur permettant la pratique de sports collectifs et ils utilisent les équipements sportifs de la commune. À chaque rentrée scolaire, un plan de répartition des locaux entre toutes les écoles de la ville est donc mis en place, et c'est lui qui dicte aux enseignants d'éducation physique l'activité qu'ils feront pratiquer à leurs élèves, qui peuvent avoir rugby

ou piscine aussi bien à 8 h, avant les cours d'enseignement général, qu'à 15 h. De toute façon, vu l'insuffisance des équipements, aucune école n'obtient le nombre d'heures dont elle aurait besoin. Et comme il faut inclure le temps de trajet dans les horaires de sport déjà insuffisants des élèves, cela réduit encore plus le temps consacré à pratiquer une activité physique sur le terrain.

En ce qui concerne les enseignants, c'est la même pénurie. Les suppressions de postes ont été encore plus massives que dans les autres disciplines, puisque seulement un professeur d'EPS (éducation physique et sportive) sur trois partant à la retraite a été remplacé ; depuis 2006, 2 616 emplois ont été supprimés et le recrutement par concours a été limité à 415 par an, alors qu'il faudrait 1 500 titulaires nouveaux chaque année, selon les syndicats. On en arrive à une situation où près de la moitié des professeurs d'EPS sont des précaires embauchés à l'année, ce qui ne permet pas un travail suivi avec les élèves. Et ce ne sont pas les 5 000 euros annuels promis par Chatel aux établissements volontaires pour expérimenter son projet qui permettront de changer la donne.

Il serait évidemment



souhaitable que les jeunes aient plus d'activités sportives dans le cadre scolaire, à commencer par ceux qui n'ont pas les moyens de se payer un abonnement dans un club. Mais l'annonce de Chatel n'a rien à voir avec cela, sinon le gouvernement commencerait par consacrer l'argent nécessaire permettant de développer les infrastructures et d'augmenter le nombre de professionnels nécessaires pour encadrer les

élèves et les aider à progresser, au lieu de couper dans les budgets.

Derrière ces propos concernant la modification des rythmes scolaires apparaît surtout la diminution des heures consacrées à l'enseignement général, ce qui conduira à encore plus de suppressions de postes de professeurs et à un enseignement plus superficiel pour les élèves.

Marianne LAMIRAL

• Électricité et gaz

Le charme discret de la privatisation

Sur les quatre premiers mois de l'année 2010, le médiateur de l'énergie a enregistré 7 100 plaintes, soit une progression de 40 % par rapport aux plaintes enregistrées en 2009, elles-mêmes en forte hausse.

Ce médiateur est chargé de recueillir les doléances des usagers du gaz et de l'électricité, de leur faire connaître leurs droits et éventuellement leur suggérer une solution. Avec seulement 41 salariés, cette instance est débordée par le flot de réactions des abonnés. À la source, il y a évidemment la privatisation du gaz et de l'électricité, marquée par la fin des monopoles historiques d'EDF et de GDF, le 1^{er} juillet 2007.

Les usagers se plaignent d'abord de changements de fournisseur pas toujours choisis, du fait de l'indélicatesse de certains opérateurs. D'après des usagers, certains représentants des opérateurs n'hésitent pas à se présenter comme des agents d'EDF pour arracher des contrats qui entraînent une résiliation non désirée de leur contrat EDF. Ces abus ont augmenté de 20 %. Les autres plaintes, plus classiques, concernent des problèmes de facturation ou de compteur.

Comme les deux opérateurs issus de l'entité EDF-GDF

restent très puissants sur le marché, ils cumulent le plus grand nombre de plaintes : 41 % du total pour GDF Suez et 35 % pour EDF. Ensuite, on trouve les nouveaux venus sur ce marché : Direct Énergie, 12 % des plaintes, et Poweo, 6 %. Les régions où les plaintes sont les plus importantes sont le Nord-Pas-de-Calais, la Champagne-Ardenne, le Centre et l'Aquitaine.

• Dégradation du réseau EDF Un rapport accablant

Le journal *Le Parisien* du 11 mai a publié les conclusions d'un rapport d'étape de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) sur « la qualité de la distribution d'électricité ». On peut y lire que « les performances des réseaux se sont très sensiblement dégradées ». Il s'agit de 1,2 million de kilomètres de lignes électriques qui alimentent les particuliers et les PME et sont gérées à 95 % par une filiale d'EDF, ERDF. Sur ce réseau, le nombre et la durée des coupures ne font qu'augmenter.

Le temps moyen de coupure est estimé à une heure trente par an, un chiffre en augmentation de 50 % depuis dix ans. Dans plus de douze départements le temps de coupure a été de plus de trois heures, le record revenant à la Lozère, dont les habitants ont été privés d'électricité en 2008 pendant 35 heures et 31 minutes.

C'est d'ailleurs dans les zones rurales que la situation

Le médiateur constate aussi une montée de la précarité chez une partie des abonnés. Les demandes de personnes en situation financière difficile ont augmenté de 10 % en 2009. En ce qui concerne les hausses de tarifs qui se multiplient ces derniers temps, le médiateur dit souhaiter qu'elles soient moins importantes pour les particuliers et ceux qui font des efforts pour maîtriser leur

consommation. Mais cela va à l'encontre de la politique des opérateurs qui ne cessent de revenir à la charge pour obtenir du gouvernement l'autorisation d'augmenter le gaz comme l'électricité. À peine ceux du gaz viennent-ils d'obtenir une hausse de 9,5 % que le patron d'EDF Henri Proglio a demandé à son tour un tarif minimum de 42 euros par mégawattheure (Mwh).

Si EDF obtenait satisfaction, cela entraînerait, selon les calculs de la Commission de régulation de l'énergie, un relèvement des tarifs des particuliers et des petits professionnels de 11,4 %, puis de 3,5 % par an entre 2011 et 2025. À quand l'indexation des salaires, pensions et minimas sociaux sur ces tarifs de plus en exorbitants ?

Jacques FONTENOY

a privé de courant 1,7 million de foyers pendant trois semaines.

À la suite des tempêtes de 1999, un rapport demandé par le gouvernement avait chiffré à 500 millions d'euros le montant des travaux à réaliser par an jusqu'en 2017 pour « sécuriser » le réseau. En 2006 EDF avait présenté son plan « Aléas climatiques » et s'engageait à investir... 240 millions d'euros par an jusqu'en 2017. C'était donc près de deux fois moins que ce préconisaient les experts, mais c'était encore trop puisque le rapport du CRE indique qu'EDF n'a investi, entre 2006 et 2009, que 170 millions d'euros par an dans l'entretien du réseau...

En fait, ces millions d'euros qu'EDF n'a pas investis dans

son réseau, ses dirigeants les ont placés dans des investissements qu'ils considèrent autrement plus profitables, à savoir le rachat de sociétés à l'étranger, les dernières en date étant la société belge SPE et les activités nucléaires de la société américaine Constellation Energy Group. Comme le dit le rapport de la CRE, « cette expansion internationale a été financée aussi par une réduction de la maintenance et de l'investissement sur le territoire national ». Entre les bénéfices escomptés de ces rachats et la qualité du service public, les dirigeants d'EDF ont choisi sans hésiter. Tant pis pour tous les usagers sur qui plane la menace de coupures d'électricité et de chauffage !

Cédric DUVAL

• Biens mafieux

Protégés par le système financier

« Il est inacceptable de voir certains délinquants continuer à jouir financièrement des "produits" de leurs trafics tout en étant incarcérés, ou à mener un train de vie ostentatoire dans leur quartier », a déclaré le député UMP Jean-Luc Warsmann, à l'origine d'un projet de loi qui vise à faciliter la confiscation des avoirs dès le début d'une enquête judiciaire sur un blanchiment d'argent, sans attendre une éventuelle condamnation définitive des présumés truands qui les possèdent.

Véhicules de luxe, bijoux, yachts, immeubles, fonds de commerce, avoirs sur les comptes bancaires ou parts de sociétés seraient ainsi confiés à une « agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués », au lieu de s'évaporer dans la nature ou d'être cédés à des prête-noms, comme c'est souvent le cas aujourd'hui.

Les saisies se sont élevées à

185,7 millions d'euros en 2009, le double de l'année précédente. Sur ce montant, les parts de sociétés ne représentent que trois millions d'euros, cinq fois moins que la valeur des véhicules confisqués, une proportion qui ne correspond pas à la réalité. En effet « les voyous d'envergure ont un faible pour les sociétés à tiroir », constate *Le Figaro*. Ce journal relevait

en août 2007 « des signes inquiétants » de la pénétration en France de la 'Ndrangheta calabraise en France, « féroce, sanguinaire, archaïque par son mode de fonctionnement clanique, mais familière des techniques modernes d'investissement et de communication ».

Avec la crise, « les voyous investissent aussi dans la pierre », constate aujourd'hui le chef d'un office spécialisé du ministère de l'Intérieur, qui pointe tant des immeubles entiers de certaines villes de banlieue que des appartements haussmanniens à Paris ou des manoirs de province.

La nouvelle agence permettra donc peut-être de récupérer le contrôle de certains biens

mafieux, comme cela se produit déjà en Italie, où des terrains ou des immeubles confisqués à la Mafia sont ainsi donnés en gestion à des associations d'utilité publique. Mais l'essentiel des biens mafieux n'est pas là : il s'agit de sommes d'argent « sale » mais rapidement blanchi dans les circuits financiers. Or les services de répression spécialisés ne peuvent aller à l'encontre du secret bancaire, où les biens mafieux et les fortunes acquises légalement se mêlent de façon inextricable à la spéculation financière. Les mafias ont donc encore de beaux jours devant elles, tout simplement parce qu'elles font partie intégrante du système capitaliste.

Jean SANDAY

• Collectivités locales

Sous la surveillance des agences de notation

Le gouvernement a tenté de relancer, le 20 mai, une conférence sur les « déficits publics ». Il s'agit de faire pression sur les collectivités locales pour qu'elles réduisent, elles aussi, les services publics dont elles ont la charge.

Une première réunion, fin janvier, avait été boycottée par l'Association des régions et celle des départements, toutes deux à présidence PS. Même l'Association des maires, présidée par un UMP, ne s'y était rendue qu'en traînant des pieds.

Les collectivités locales sont sous pression. Le Conseil général de l'Essonne, par exemple, a lancé le 28 avril un appel d'offres qui « vise à permettre au département d'être noté par deux agences de notation », les mêmes qui ont noté la Grèce, l'Espagne, etc. La pratique est déjà courante parmi les départements, qui espèrent être bien notés pour pouvoir emprunter aux banques à des taux d'intérêt qui ne soient pas prohibitifs. Or, rien n'est moins sûr.

Un diagnostic que vient de publier l'agence Standard and Poor's sur l'ensemble des finances départementales indique ainsi tout bonnement que, « face à une détérioration avant tout d'ordre structurel, les quelques leviers dont disposaient les départements ont été mobilisés et sont aujourd'hui en voie d'épuisement ». L'agence pointe, pour signaler la diminution de la fiabilité financière des départements, la suppression de la taxe professionnelle et le versement des allocations dont l'État se décharge sur les départements sans leur apporter de compensation financière suffisante : revenu de solidarité active, allocation personnalisée d'autonomie, prestation de compensation du handicap.

En conséquence, indique l'agence de notation, les difficultés des départements, « qui semblent actuellement d'ordre budgétaire », s'étendent « rapidement au champ financier ». À ce tableau, il faudrait ajouter que les banques elles-mêmes n'y sont pas pour rien si la crise financière est en train de gagner les collectivités locales : elles leur font payer cher le service de la dette, après les avoir incitées, au nom d'une « gestion active de la dette », à des spéculations catastrophiques.

Jean SANDAY

• Niches fiscales

Un exemple de cadeau aux entreprises

Le ministère de la Recherche vient de publier le bilan d'une mesure d'aide aux entreprises : le crédit d'impôt recherche (CIR).

En 2008, les entreprises ont déclaré 15 milliards d'euros de dépenses de recherche et développement. Dépenses dans lesquelles elles peuvent déclarer un peu ce qu'elles veulent, du moment que c'est sous la

rubrique recherche : dépenses de personnel, de fonctionnement, de sous-traitance ou d'amortissements. Cette aide est cependant limitée à 30 % des dépenses recherche déclarées et est plafonnée à cent millions d'euros par entreprise, mais sans aucune obligation d'embauche ou de résultat.

Au titre de cette nouvelle niche fiscale, 4,2 milliards

d'exonérations d'impôt ont été accordés aux entreprises. Les grands groupes comme Renault, Total ou Orange ont raflé officiellement au moins un tiers de ces cadeaux au travers de leurs multiples filiales.

Comme on le voit, quand le gouvernement parle de raboter les niches fiscales, c'est sur les primes des salariés qu'il logne. Mais surtout pas vers

ce CIR ni, autre exemple, sur la réduction des taxations de plus-value lors de cessions d'entreprises, exonération instaurée par François Copé et dont 6 200 entreprises ont bénéficié en 2008-2009 pour un montant de 20 milliards. Ce ne sont plus des niches fiscales, mais de vrais hôtels particuliers !

Louis BASTILLE

• Crédit agricole

Ça paye pour les dirigeants

Lors de l'assemblée générale des actionnaires du 19 mai, les dirigeants du groupe Crédit Agricole ont dû lever une partie du voile qui recouvre le montant de leurs rémunérations. Ce n'est bien sûr pas dans ce genre d'assemblée que les décisions sont prises, mais les petits actionnaires peuvent y poser des questions parfois gênantes aux dirigeants. Sans quoi ceux-ci ne rendent des comptes qu'aux grands actionnaires au sein des conseils d'administration.

On a pu ainsi apprendre le montant substantiel de ce que les banquiers appellent les « périphériques de rémunérations » qui sont réservés aux hauts cadres. Une prime de 1 854 000 euros a été attribuée à Jean-Frédéric de Leusse, un directeur général dont le dernier fait d'armes avait été la prise de contrôle de la banque grecque Emporiki.

Il y a aussi le nouveau régime de retraite appelé « régime additif », mis en place par le CA et réservé aux seuls 850 cadres dirigeants du groupe. Ceux-ci n'auront pas de souci à se faire, puisque le montant maximal de cette retraite sera égal à 23 fois le plafond de la Sécurité sociale, c'est-à-dire 796 260 euros. Les mieux lotis pourront donc espérer toucher autant que G. Pauget, qui vient de prendre sa retraite de directeur général avec une retraite chapeau de 796 260 euros. Il avait déjà perçu 520 000 euros de bonus au titre de 2009, ce qui lui fait une rémunération globale de 1,44 million d'euros en pleine année de crise financière.

Le président du groupe, R. Carron, qui part également en retraite, à 67 ans, a dû, lui, se justifier d'une « indemnité exceptionnelle » de 210 000 euros. Il a reconnu avoir fait « des erreurs » avant d'ajouter sans rire : « J'ai peut-être été le seul président du CAC40 qui a présenté

ses excuses aux actionnaires. Je peux le refaire, mais n'exagérons pas les choses. »

Ce sont les mêmes banquiers qui s'en mettent plein les poches : le CA annonce pour le premier trimestre des bénéfices multipliés par 2,5 par rapport à la même période de 2009. Mais

c'est vrai que, depuis le début de la crise à l'automne 2008, les banquiers n'ont eu qu'à demander pour obtenir des États les milliards pour payer ce qu'ils appellent leurs « erreurs », et qui n'est que le résultat de leurs activités spéculatives ordinaires.

Correspondant LO



• Île de la Réunion Le scandale de l'Arast

Alors que l'aide à la personne est présentée comme étant un des secteurs créateurs d'emplois, l'Arast, une association d'accompagnement social qui employait 1 200 personnes à La Réunion, a été liquidée pour insuffisance de ressources.

Principalement financée par le Conseil général de l'île, dirigé par une présidente de l'UMP elle-même soutenue par le PCR, le PS et une droite dite sociale, l'Arast fermait donc ses portes, privant 4 387 personnes âgées dépendantes de leurs prestations indispensables, ainsi que près de 700 jeunes abandonnés.

L'Arast a creusé un déficit de 15 millions d'euros en 2009, ont affirmé les dirigeants du Conseil général. Peut-être, mais ce déficit était nécessaire puisque les dépenses de l'Arast permettaient tout de même d'aider plusieurs milliers de personnes. Si le budget du Conseil général, abondé par les impôts de la population, ne sert pas à la solidarité, alors, à quoi sert-il? La liquidation de l'Arast est apparue comme un scandale, et ce d'autant plus que, en matière de déficit de la collectivité territoriale, l'État contribue bien plus que l'association d'accompagnement social. Il doit 328 millions d'euros au titre de la compensation financière du RMI et de l'Allocation personnalisée d'autonomie.

Le 27 novembre 2009, le tribunal de grande instance de Saint-Denis a donc prononcé la liquidation de l'Arast et le licenciement de 1 200 salariés, sans retenir aucune des neuf propositions de reprise qui lui étaient soumises. Les travailleurs de l'Arast ont alors engagé une bataille pour être payés de leurs salaires de novembre et décembre 2009 et de leurs indemnités de licenciement. À ce jour, ces indemnités ne leur sont toujours pas payées, le Conseil général et l'AGS (un organisme qui se substitue aux entreprises ou administrations défaillantes pour le paiement des indemnités de rupture) se défaussant de leurs obligations.

Sur les 1 200 licenciés, 400 sont toujours sans emploi. D'autres ont été réembauchés dans des structures privées avec des salaires inférieurs. La liquidation de l'Arast n'a donc pas fait que des victimes. Elle a aussi permis à des entreprises privées de récupérer ces marchés, avec la complicité de toute l'équipe dirigeante du Conseil général.

Émile GRONDIN

• Bassin houiller lorrain

Plus de 800 manifestants pour défendre les retraites, la santé et l'emploi

Comme le relève la presse locale, cela fait plus de dix ans qu'il n'y avait pas autant de monde dans la rue à Forbach, sous-préfecture du bassin houiller. Mais il y a dix ans, les derniers puits de mine tournaient encore et les mineurs, fidèles à leurs modes d'action déterminés, avaient incendié l'hôtel des impôts de la ville. Il s'agissait alors pour eux d'obtenir des améliorations de salaire et de déroulement de carrière, ce qu'ils avaient d'ailleurs obtenu !

Mais ce 20 mai 2010, les centaines de manifestants ont dû défiler pour exiger que les acquis des travailleurs de la mine ne soient pas gommés. En effet le régime minier de santé est attaqué en permanence par le gouvernement et la majorité des syndicats gestionnaires de la Caisse autonome qui œuvrent, mesure après mesure, à intégrer le régime minier de Sécurité sociale au régime général. La gratuité des soins, déjà mise à mal par les dispositions générales de déremboursement prises par les précédents gouvernements,

risque bientôt de n'être plus qu'un souvenir, comme le métier de mineur.

Pourtant, justement, ce métier de mineur a usé des générations de travailleurs, atteints de pathologies habituelles dans le monde du travail mais aussi de pathologies bien particulières aux métiers de la mine. Le Premier ministre Fillon a signé le 31 décembre 2009 un décret qui supprime les remboursements spécifiques aux mineurs concernant essentiellement les cures et les transports en VSL (véhicule

sanitaire léger) et ambulance. Ce décret, les mineurs exigent son abrogation. En défendant les avancées du régime minier, la population minière défend d'ailleurs aussi l'emploi dans les bassins miniers, puisque ce régime emploie des milliers de salariés à travers ses consultations médicales gratuites, ses services administratifs et ses « œuvres » (hôpitaux, maisons de repos...).

Les mineurs remettent en cause aussi une mesure adoptée en 2001 par le gouvernement socialiste de l'époque, une mesure qui organisait un rattrapage des retraites minières par rapport à celles du régime général, bien plus hautes, mais une mesure qui excluait la majorité des retraités de ce rattrapage!

En 2001 déjà, comme pour le régime minier ensuite, la majorité des syndicats avaient cosigné les décisions

gouvernementales. Pourtant aujourd'hui, face au mécontentement de leurs syndiqués, ils sont tous obligés, en intersyndicale, de remettre en cause ces mesures qu'ils ont cautionnées! Cependant que certains de ces responsables syndicaux, que la pression des anciens mineurs a obligés à refaire des déclarations combatives, manœuvrent pour casser la mobilisation unitaire. La détermination montrée par les centaines de manifestants à Forbach comme les initiatives prises dans d'autres bassins miniers leur compliquent la tâche!

La lutte des mineurs contre les conséquences des politiques gouvernementales sur la vie quotidienne, l'emploi, la santé, les retraites et le pouvoir d'achat n'est pas finie. D'autres rendez-vous se préparent pour le mois de juin.

Correspondant LO

• Freescale (ex-Motorola) – Toulouse

Fermeture toujours programmée... mais 180 intérimaires appelés en renfort pour sortir la production

À Freescale-Toulouse, la direction a choisi d'annoncer la fermeture de l'usine deux ans à l'avance, pour se prémunir de toute réaction des travailleurs. Mal lui en a pris, puisqu'une grosse partie des ouvriers, épaulés de quelques techniciens, a fait grève cinq semaines durant l'automne 2009 pour exiger des conditions de départ décentes. Ce mouvement s'est traduit par la mise en place de planchers de 60 000 euros à 40 000 euros selon la date de départ et l'ancienneté des travailleurs.

Mais le calcul des indemnités restait basé sur le versement de deux fois les indemnités conventionnelles de licenciement, plus une somme fixe que la direction a tenu à maintenir décroissante dans le temps, pour inciter à des départs volontaires le plus tôt possible: 40 000 euros pour un départ en 2010, 25 000 euros pour un départ en 2011 et 15 000 euros pour un licenciement à la fermeture de l'usine.

L'intersyndicale CGT/CFDT/CFTC ayant saisi le tribunal de grande instance pour demander l'annulation du plan dit « social », le juge lui a donné raison sur la contestation de la dégressivité de cette prime.

Le TGI a donc renvoyé patron et syndicats à leurs discussions pour redéfinir cette prime, sans dégressivité, sachant que certains sont

déjà partis avec le montant de 40 000 euros.

Des assemblées générales par équipe, puis sur l'ensemble du site, ont été organisées, et une petite centaine de travailleurs se sont retrouvés une nouvelle fois pour faire valoir leurs droits devant la salle du CCE le 7 mai. Lors de cette réunion, la direction a imposé son dispositif qui n'avait de nouveau que le nom, puisqu'elle maintenait intégralement la dégressivité de la prime en changeant quelque peu le vocabulaire, mais pas les sommes. Les élus FO et CGC, fidèles bras droits du patron depuis l'annonce de la fermeture et seuls élus en CCE, ont donné un avis favorable au patron.

Cette fermeture tourne au mauvais feuillet. En effet on assiste en ce début d'année à une pénurie de semi-conducteurs et la direction a toutes les peines du monde à relancer la production.



Il faut dire qu'avec les conditions de départ qu'elle impose, les travailleurs n'ont pas trop le cœur à l'ouvrage et qu'elle n'est pas près de retrouver les niveaux de productivité antérieurs.

Le patron a pourtant recruté 180 intérimaires, un comble dans une entreprise en cours de fermeture! En plus, il demande aux équipes de week-end de travailler en heures complémentaires les jours fériés, et des heures supplémentaires sont proposées sur toutes les équipes. Mais cela ne suffit pas et la direction vient d'annoncer

la création d'une prime au rendement, basée en grande partie sur la note individuelle donnée par la maîtrise. L'obtention de cette prime est très aléatoire et elle se substitue à une autre prime que les travailleurs étaient certains de toucher. Encore un dispositif discriminatoire envers les futurs licenciés et qui a toutes les chances de faire l'unanimité contre lui.

Tant que le patron a un tel besoin du travail des salariés, ceux-ci ont tous les moyens de parvenir à se faire entendre.

Correspondant LO

• Hôpital Edouard-Herriot (Hospices civils de Lyon)

Suppressions de postes et fermetures de lits au détriment du personnel et des malades

Lors d'une précédente manifestation en avril 2008.



Depuis un an, la direction des HCL met en place de nouvelles règles concernant le personnel à prévoir par rapport au nombre de lits, avec comme objectif évident de diminuer les effectifs et tenter ainsi de réduire son déficit budgétaire, comme le veut le gouvernement.

En 2008 et 2009, elle a eu recours, pour revoir les effectifs, à un audit privé, Cap Gemini, dont les conclusions, prévisibles, ont été que les effectifs aux HCL étaient bien plus élevés que dans d'autres CHU. Il préconisait donc de nouveaux ratios. Les HCL ont suivi ces recommandations et le rapport lits/personnel est désormais, en moyenne et en fonction des pathologies traitées, d'une aide-soignante et d'une infirmière pour dix patients. C'est ce qui commence à s'appliquer depuis un an.

Les conséquences sont catastrophiques, car les pathologies traitées à l'hôpital sont de plus en plus lourdes. Les agents travaillent sans filet. Dès qu'il y a des absences (maladie, congé maternité, congés), la sécurité des patients est remise en cause. Il n'est pas rare de voir l'infirmière ou l'aide-soignante se retrouver seule pour tout un service de vingt lits. Aux Urgences viscérales et orthopédiques, deux infirmières doivent pendant douze heures s'occuper de vingt patients, sans aucun renfort. La nuit, une infirmière s'est retrouvée seule pour tout le service. Autant dire que certains jours certaines craquent.

Comme la direction a mutualisé les moyens en créant les Pôles d'activités médicales (PAM), des agents sont obligés d'aller travailler dans d'autres spécialités du PAM quand la sécurité des patients est remise en cause, ce qui génère beaucoup plus de stress et de fatigue. Mais

même cela devient de moins en moins possible, car tous les services se retrouvent en difficulté.

Alors il y a le recours à l'intérim. Sauf que des secteurs ont déjà liquidé une bonne partie de leur budget annuel, en particulier aux Urgences. Et il devient de plus en plus difficile de trouver des infirmières qui acceptent de travailler à l'hôpital dans de telles conditions.

En Gériatrie, dans le service de post-urgence, cinq lits sur dix-neuf viennent de fermer, car certains jours il n'y avait plus qu'une seule infirmière. D'après la direction, il n'est pas possible d'en trouver : une cinquantaine de postes d'infirmières ne seraient pas pourvus sur l'ensemble de l'hôpital. La direction en vient à aller chercher des remplaçants ponctuels dans les autres établissements des HCL, ce qu'elle n'avait jamais osé faire jusqu'alors.

En plus, il devient difficile de recruter des médecins. Ainsi, début mai, la direction de l'hôpital a dû fermer 17 lits de post-urgence accueillant beaucoup de personnes âgées, ceci jusqu'en novembre, si tout se passe bien, car deux postes de praticiens urgentiste et gériatre n'arrivent pas à être pourvus, de même que neuf postes d'internes ce semestre. Plus de la moitié des cinquante agents du service se sont retrouvés du jour au lendemain à devoir aller travailler ailleurs, les roulements, les horaires, les congés d'été étant remis en cause, et les aides-soignant(e)s sous contrat

risquant d'être remercié(e)s. Devant la colère du personnel, la direction a accepté de ne pas revenir sur les congés annuels, de laisser aux mères de famille le temps de se retourner, et de garder les contractuels.

Ces fermetures surviennent juste avant les congés d'été, période où la situation d'accueil dans les Urgences est particulièrement difficile. Et ces suppressions de postes doivent se poursuivre jusqu'en 2013, la direction des HCL ayant décidé de supprimer environ 200 postes par an. Et devant les difficultés rencontrées pour y arriver, elle compte à nouveau sur des consultants privés qui actuellement « s'immergent » dans les équipes plusieurs mois, étudient chaque fait et geste pour faire la chasse aux temps morts, réorganiser les services et supprimer des postes. Et il y a tout à craindre de ces consultants, quand on sait que l'un d'eux, McKinsey, a contribué à réorganiser le Pôle emploi, avec les conséquences désastreuses que l'on connaît.

Chaque service réagit isolément lorsqu'il est touché par ces suppressions de postes ou ces fermetures de lits, mais chacun voit bien que tous les services de tous les hôpitaux publics, et par-delà tous les services publics, sont touchés de la même manière. Attachés à la défense de leurs conditions de travail autant qu'aux conditions d'accueil et de soins des malades, les agents hospitaliers pourraient bien prendre un bon coup de colère. Ce serait en tout cas le seul moyen de mettre un coup d'arrêt à cette politique désastreuse.

Correspondant LO

• Cournon (Puy-de-Dôme)

Grève à la médiathèque

Depuis son ouverture début 2009, la médiathèque de Cournon fonctionne difficilement, à cause du manque de personnel. Excédé, celui-ci s'est mobilisé ces dernières semaines pour revendiquer de l'embauche, et notamment par une journée de grève le 19 mai.

Mis en place par Clermont-Communauté, présidé par Serge Godard, sénateur-maire socialiste de Clermont-Ferrand, cet équipement culturel souffre de moyens insuffisants. Avec ses 19 salariés, il n'est pas possible d'effectuer correctement toutes les tâches : équiper les documents, assurer le prêt, proposer une programmation culturelle, exposer les parutions les plus récentes. Par exemple, les prix littéraires décernés à l'automne 2009 n'ont été mis en rayon qu'en avril 2010. Quant à l'accueil des groupes, scolaires, personnes âgées, etc., il est rendu très difficile faute de personnel disponible pour les guider correctement.

Il manque au moins cinq personnes. Pourtant, la mairie socialiste de Cournon exige que tout se fasse, tandis que Clermont-Communauté refuse d'embaucher, sous prétexte qu'un cabinet d'études avait estimé en 2004 que tout était aux normes. Le personnel est accusé de ne pas savoir s'organiser !

On prévoit les mêmes difficultés de fonctionnement pour les futurs équipements culturels de Clermont-Communauté ou pour le personnel des piscines. À Cournon, la médiathèque est en dessous des centres de même taille, qui comptent en moyenne vingt-cinq salariés.

D'où la grève d'une journée. Le personnel a fait signer une pétition qui a reçu un bon accueil du public et les médias s'en sont fait l'écho. D'autres journées de grève sont prévues pour mercredi 26 et jeudi 27 mai.

Correspondant LO

• Métallurgie (Haute-Savoie)

Ce n'est pas la crise pour les grosses entreprises

L'examen annuel obligatoire des comptes officiels des patrons par les Comités d'entreprise est révélateur des cadeaux que leur accorde de plus en plus l'État. C'est ainsi que la CGT des usines SNR Roulements à Annecy a révélé que cette entreprise avait bénéficié en 2009 d'un avantage fiscal figurant sous la rubrique « Carry back d'impôt » (remboursement anticipé de crédit d'impôt) de 2,7 millions d'euros, et ce, grâce à un chiffre d'affaires « catastrophique » au 1^{er} trimestre 2009... Sauf que les affaires ont très rapidement repris, puisqu'au final le chiffre d'affaires 2009 sera le troisième meilleur de toute l'histoire de la SNR ! Tous les autres indicateurs financiers vont d'ailleurs dans le même sens, au point que tout le monde s'attend au versement de copieux dividendes aux actionnaires de Renault et du

groupe japonais NTN, nouveau propriétaire, après Renault, de SNR Roulements.

Ainsi, pendant que des centaines d'ouvriers de la SNR voyaient leurs salaires lourdement amputés par les semaines de chômage partiel, la direction, elle, ne chôma pas. Au contraire, elle mettait les bouchées doubles pour boucler les dossiers afin de bénéficier d'un avantage fiscal !

Et visiblement d'autres grosses entreprises ont fait de même : à peine à quelques kilomètres de SNR, Staubli à Faverges (fabrications mécaniques de précision) aurait bénéficié d'un « Carry back » de plus de 5 millions. Cumulé avec le Crédit impôt recherche, cela représente plus de 12 millions d'euros !

La « rigueur » de Fillon-Sarkozy ne s'applique pas à tous !

Correspondant LO

Woerth et la démographie

Le ministre Woerth a affirmé l'existence d'un « problème démographique » avec l'augmentation, absolument normale, de l'espérance de vie en France. À ce problème, il conviendrait de « d'abord répondre par la démographie ». Cela consisterait paraît-il à « augmenter la durée passée au travail dans une vie »... Admirez l'euphémisme, qui cache un pressant désir de reculer l'âge légal de départ en retraite!

Une notion démographique que Woerth et ses conseillers se gardent bien d'utiliser est, pour citer l'Insee, « l'espérance de vie en bonne santé », c'est-à-dire sans limitation d'activité (ou sans incapacité majeure liée à des maladies chroniques, aux séquelles d'affections aiguës ou de traumatismes) qui répond à un enjeu de bien-être. En France, en 2007, l'espérance de vie « en bonne santé » à la naissance est estimée à 64,2 ans pour les femmes. Elle est plus faible pour les hommes (63,1 ans)[...] Pour les femmes et les hommes âgés de 65 ans, l'espérance de vie en bonne santé est respectivement de 9,9 et 9,4 années »! On est loin de la deuxième jeunesse éternelle invoquée par le gouvernement...

Une autre statistique, récente et connue elle aussi, compare ouvriers et cadres. Elle rappelle que, dans une vie déjà en moyenne plus courte, un ouvrier de 35 ans peut en moyenne espérer vivre jusqu'à 76 ans, mais seulement jusqu'à 59 ans sans incapacité, contre 82 ans et 69 ans pour un cadre.

On ne saurait, outre le ridicule du procédé, qu'en dénoncer la mauvaise foi. Eh bien oui, l'espérance de vie s'allonge, et depuis des décennies, en parallèle notamment avec la diminution légale de la durée du travail. On appelle cela le progrès! C'est précisément à cela que la campagne du gouvernement s'attaque, c'est précisément ce progrès qui est en danger. Et il n'est pas question de laisser les ennemis du monde du travail inverser le cours de l'évolution démographique en reculant l'âge de la retraite jusqu'à 62, 63 ou même 68 ans, comme ils l'évoquent.

Viviane LAFONT

• Aides aux banques

Sarkozy pris en flagrant délit de mensonge



La Cour des comptes vient de publier son rapport sur le plan de sauvetage des banques de l'automne 2008.

À l'époque, Sarkozy avait expliqué que les prêts aux banques rapporteraient 1,4 milliard d'euros à l'État, mais la Cour des comptes estime que ce gain sera au mieux de 850 millions d'euros. En effet,

dans ses prévisions, le gouvernement fait l'impasse sur le fait que, pour pouvoir prêter, l'État s'est endetté et qu'il faudra bien rembourser. Le montant de cet endettement supplémentaire est estimé par la Cour des comptes « chaque année et pendant 25 ans à 125 milliards d'euros »...

Le rapport pointe

aussi du doigt le cadeau fait aux banques par l'État, qui s'était engagé à revendre les actions cédées par celles-ci en échange des prêts, et cela quasiment au même prix – en fait 103 % au maximum de leur valeur – qu'au moment de leur achat, en pleine tourmente financière. Depuis ces actions ont largement réaugmenté – pour la BNP Paribas, elles sont passées de 27 à 56 euros – mais les banques ont pu les racheter à très bas prix! Le rapport estime « le manque à gagner à 5,8 milliards d'euros, dont 5,3 milliards pour la seule BNP Paribas » car « l'État n'a pas profité de l'augmentation des cours de Bourse des banques, alors que ce rétablissement a été largement imputable à ses concours ».

L'argent de l'État a donc servi aux banques pour « améliorer leur bilan et reconstituer leurs marges » et elles annoncent pour le premier trimestre 2010 des bénéfices en hausse: pour la seule BNP Paribas, 2,28 milliards d'euros (plus 47 % par rapport à 2009). Contrairement

à ce que disent Sarkozy et Lagarde, ce plan de sauvetage n'a rapporté qu'aux banques, et pas aux contribuables.

Cédric DUVAL

Des Taser pour les polices municipales ?

Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, a annoncé dimanche 23 mai que les policiers municipaux seraient autorisés à porter des Taser, ces pistolets à impulsions électriques dont l'utilisation leur avait été interdite en septembre 2009, en application d'une décision du Conseil d'État.

La décision d'Hortefeux vient juste après le décès d'une policière municipale au cours d'une fusillade à Villiers-sur-Marne. Il prétend ainsi se faire le défenseur des policiers municipaux qui ne peuvent disposer d'une arme qu'avec l'accord du maire. D'autres ministres sont allés dans le même sens, dont Rama Yade pour qui des policiers municipaux sans arme sont comme des « lions sans dents ».

Des maires, dont celui de Nogent-sur-Marne, ont rappelé par contre que les policiers municipaux seraient encore plus en péril s'ils étaient armés et que cela « brouillerait leurs missions de proximité ». En tous les cas, vu les circonstances dans lesquelles la policière a été tuée et les armes dont disposaient ceux qu'elle essayait d'appréhender, on peut penser qu'il aurait fallu bien plus que la menace d'une décharge électrique pour les neutraliser.

Mais pour Hortefeux ou Rama Yade, le véritable problème est sans doute plus de tenir un discours sécuritaire que de se préoccuper vraiment des problèmes de sécurité des policiers, qu'ils soient d'ailleurs municipaux ou nationaux.

C. D.

• Raffinerie des Flandres – Dunkerque

Total confirme et aggrave la fermeture

Lors du Comité central d'entreprise du 18 mai, la direction de Total a confirmé sa volonté d'arrêter le raffinage à Dunkerque, malgré les conclusions d'un cabinet d'experts estimant que celui-ci rapporte actuellement un profit de 45 dollars la tonne. Elle n'a même pas examiné un projet de conversion industriel mis au point par des cadres de la CGC. Elle a au contraire annoncé l'arrêt supplémentaire de l'unité de biocarburants et du projet Bio T Fuel qui devait générer quelques dizaines d'emplois.

Sa politique est de diminuer les quantités raffinées en France et en Europe pour faire monter les prix et les profits, y compris en faisant pression sur les centrales d'achat des supermarchés.

Face aux travailleurs qui continuent la grève entamée depuis le 12 janvier, la direction a affiché son cynisme. Elle a prétendu qu'elle ne pouvait pas aider les travailleurs en dépression, parce que les syndicats avaient fait appel du jugement du tribunal qui n'ordonnait pas la reprise de la production à Dunkerque. Et le directeur du

marketing s'est demandé devant un membre d'un cabinet d'experts, parlant des travailleurs de Dunkerque, « si l'on n'aurait pas mieux fait de les licencier »... Avertissement tout à fait net aux travailleurs de tous les sites de Total.

Plus que jamais, les travailleurs de Total-Dunkerque ont conscience que seule une mobilisation de toutes les raffineries pourra faire bouger le rapport des forces.

Serge VIARD

• À propos du film *Hors-la-loi* Un passé qui ne passe pas

Le député UMP des Alpes-Maritimes Lionel Luca, qui s'était déjà fait remarquer en défendant « le rôle positif de la colonisation », a mobilisé le ban et l'arrière-ban des nostalgiques de l'Algérie française contre le film *Hors-la-loi*, projeté au festival de Cannes. Luca affirmait, sans même avoir eu besoin de voir le film, que « les jeunes qui (le) verront vont en ressortir avec la haine, convaincus que l'armée française est une armée d'assassins ».

Si c'est le cas, il s'agit alors

d'une œuvre d'utilité publique et il faut la projeter d'urgence dans tous les collèges, car c'est exactement ce que fut et reste l'armée française. D'après la presse, *Hors-la-loi* s'ouvre par une séquence de quelques minutes se déroulant lors des massacres de Sétif, le 8 mai 1945. Ce jour-là, l'armée française entama une répression contre la population algérienne qui fit 40 000 victimes en quelques jours. Et ce n'est là qu'un seul de ses tristes exploits en matière de massacres coloniaux.

Cette histoire n'appartient pas au passé. L'armée française est toujours sur le pied de guerre dans certaines ex-colonies et intervient sur de nombreux terrains, du Rwanda à l'Afghanistan. Le nombre et la fréquence des assassinats qu'elle commet sont une simple question d'occasion. Et il y a toujours, comme les discours de Luca le démontrent, des gens pour applaudir et emboucher le clairon.

Paul GALOIS

Fête régionale de Lutte Ouvrière

Perpignan
Dimanche 6 juin
de 12 h à 18 h
Parc de la chapelle
Saint-Pierre
à CLAIRA